



Les accros du mercredi

Pourquoi 28 millions d'Américains ne peuvent-ils plus manquer un épisode de Survivor?



Marie Allard

Prenez 16 Américains « ordinaires ». Des Noirs, des Blancs, des vieux, des jeunes, des sexy, des bedonnants, des sympas et des énigmatiques. Abandonnez-les sur une île de la mer de Chine, en compagnie de rats de Malaisie, de serpents venimeux et... d'une centaine de cameramen et de techniciens de la grande chaîne de télé CBS. Pendant 39 jours, filmez ces néo-Robinson alors qu'ils apprivoisent leur milieu et leurs partenaires. Résultat ? *Les Joyeux Naufragés*, réalisme en prime.

Faites alors participer vos insulaires à des jeux dignes des meilleurs Clubs Med et jamborees scouts. Et, surtout, demandez à la troupe d'éliminer un des leurs à chaque épisode, jusqu'à ce qu'un seul survivant gagne un million de dollars US. Résultat de cette version améliorée de *Fort Boyard* et de *Pignon sur rue* ? *Survivor*, l'émission-phare de la *reality tv* américaine ou LE phénomène télévisuel du moment partout sur le continent.

off » ! Les sites non officiels comme *SurvivorSucks* et de nombreuses listes de discussion se penchent quant à eux sur les mérites du bikini rose bonbon de Jenna ou sur les chances de survie de chacune de ces émules de Gilligan.

Restent la radio et les médias écrits qui y vont aussi de leurs analyses, concours, sondages et adaptations de *Survivor*. Et le public qui embarque à fond et s'approprie le terme « marooned », une forme recherchée du mot « abandonné » qui est prononcée solennellement par l'animateur de *Survivor* au début de chaque émission. C'est la folie, l'Amérique qui arrête de vivre pour *Survivre*.

Le Québec suit-il ?

En est-il de même au Québec ? Selon les projections de Global, le réseau qui diffuse *Survivor* au Canada, 17 % des adultes anglophones du Québec seront à l'écoute lors de l'épisode final. Mais au sein de la population francophone bilingue, seuls 3 % devraient être au rendez-vous.

Étienne Gagnon, qui est devenu accro de *Survivor* après qu'une collègue de bureau lui en eut vanté la suspense, avoue que sa passion n'est pas partagée par son entourage immédiat. « Je me fais traiter de tous les noms par mes amis quand je leur avoue que je ne peux pas sortir le mercredi soir pour ne pas manquer *Survivor* », confie-t-il. François Descarie, président de la firme de consultation Descarie & Complices, confirme le peu de notoriété qu'ont ici ces adeptes de la star-survie.

Doug Hoover, vice-président à la programmation de Global, est étonné d'apprendre qu'il n'y a pas de version française de l'émission qui soit en ondes. Une traduction de la série aurait cependant moins d'impact que le *Survivor* original, d'après André A. Lafrance. « Le phénomène de vérité se perd avec le doublage, remarque le directeur du département de communication de l'Université de Montréal. De plus, le téléspectateur doit croire que l'action se déroule presque en direct, alors qu'il y a toujours un délai avant d'obtenir un doublage. » L'identité du vainqueur a été miraculeusement gardée secrète jusqu'à maintenant, même si les participants sont revenus de Pulau Tiga, leur fameuse île, depuis le 20 avril. Une fois ce mystère éludé, qui regarderait les tribulations de la troupe ?

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse



Étienne Gagnon, 27 ans, est un grand fan de Survivor, la série américaine la plus populaire de l'heure. « Je suis un peu voyeur, confie-t-il sans gêne. Et je ne suis même pas repentant! »

Mercredi soir prochain, Étienne Gagnon s'assoira, seul, devant sa télévision. Seul ? Pas vraiment, puisque plus de 28 millions d'Américains feront comme lui. « Je suis complètement accro, concède le jeune homme de 27 ans. C'est trop *tripant* ! » La cause de cet engouement ? L'émission *Survivor*, bien sûr. LA série qui a délogé *Who Wants to be a Millionaire* du sommet des cotes d'écoute et qui soulève les passions un peu partout dans le monde anglophone. Le 23 août, ce sera l'heure du dernier épisode, de la dernière réunion du « conseil tribal », des derniers instants de suspense avant que ne soit révélée l'identité du vainqueur.

« J'ai tellement entendu parler de cette émission que j'ai l'impression de l'avoir vue 15 fois, indique André A. Lafrance, directeur du département de communication de l'Université de Montréal. Pourtant, je n'ai jamais regardé le moindre épisode ! » La folie *Survivor* a d'abord envahi les ondes de la télé. L'émission ne dure que 44 minutes par semaine, mais les « éliminés » courent les talk-shows et autres programmes de variétés. Le Net contribue aussi au phénomène, le site officiel de *Survivor* permettant de tout connaître de l'évolution des participants, de consulter le psy de la série et d'acheter un t-shirt portant la mention : « Don't vote me

Mais le suspense explique-t-il à lui seul le succès de la série ? Pas selon les adeptes. « *Survivor* est un amalgame de jeux en culottes courtes sur la plage et de coups de poignard dans le dos, un peu comme de la politique de bureau sur une île au large de Bornéo, explique Étienne Gagnon. C'est le même trip que de regarder un bon *soap*, mais cette fois, les personnages sont vrais. »

André A. Lafrance soutient pour sa part que *Survivor* répond à toutes les attentes du téléspectateur actuel. « Le voyeurisme et le drame attirent, avance-t-il, et nos téléromans ne satisfont plus les gens. » L'identification est aussi facilitée par la présence de « vraies personnes ». Il ne faut cependant pas penser que le téléspectateur est leurré, selon M. Lafrance. « Plusieurs éléments relèvent de la dramaturgie, souligne-t-il. La mise en scène, le montage, la musique sont des ajouts décodés par le téléspectateur. »

Qui sera LE Survivant ?

 <p>Susan Âge: 38 ans Statut civil: mariée Profession: camionneuse Lieu de résidence: Palmyra, Wisconsin</p>	 <p>Kelly Âge: 23 ans Statut civil: célibataire Profession: guide de kayak en rivière Lieu de résidence: Las Vegas, Nevada</p>
 <p>Richard Âge: 39 ans Statut civil: célibataire, un enfant Profession: conseiller en gestion Lieu de résidence: Newport, Rhode Island</p>	 <p>Rudy Âge: 72 ans Statut civil: marié, trois enfants Profession: officier de la Navy Seal à la retraite Lieu de résidence: Virginia Beach, Virginie</p>



Infographie La Presse

Les producteurs de *Survivor* ont récemment changé de tactique, présentant leur série comme étant un jeu plutôt qu'une épreuve de survie. Soit, les pauvres naufragés ont eu à déguster des rats grillés et des larves vivantes tant ils avaient faim. Mais ils ont tout de même accès à des condoms, de la crème solaire et du savon antibactérien pour adoucir leur séjour.

Jean-Pierre Desaulniers, professeur en communication à l'UQAM, pense d'ailleurs que *Survivor* est moins une illustration de la survie à la dure qu'un exemple de vie en communauté. « Le tissu social s'est effiloché depuis 50 ans, souligne M. Desaulniers. Les gens aspirent donc à retrouver un sentiment d'appartenance, mais sans perdre leur autonomie. » D'où la popularité du « darwinisme social » de

Survivor, qui serait un reflet de la vie dans nos sociétés.

À moins que la série ne soit une illustration parfaite du pouvoir des grands conglomérats en communication. « Ce n'est pas un hasard si les médias détenus par Time mousent les séries produites par Time, précise André A. Lafrance. La couverture sans précédent de *Survivor* est en grande partie responsable du succès de l'émission. » Les téléspectateurs sont tout de même libres de regarder ou pas.

Comme les participants, qui auraient pu refuser de se livrer à pareille commercialisation de leurs émotions. Ils sont cependant 6100 à avoir tenté de faire partie de la tribu de *Survivor* et 50 000 qui espèrent toujours prendre part à la deuxième série, *Australian Outback*, qui doit être diffusée en janvier

2001. Combien seront intéressés par *Destination Mir*, un futur *Survivor* permettant au gagnant d'aller en orbite avec les astronautes russes ?

Une fois la série terminée, les *Survivors* comptent profiter de leur statut de vedette. Tous ont touché une certaine somme de CBS et Jenna s'est déjà fait offrir de poser pour *Playboy*. La superbe île de la mer de Chine rendue célèbre par la série veut aussi profiter du succès de *Survivor*. Le Pulau Tiga Resort, qui allie un confort relatif avec l'aventure, accueille les « aspirants survivants » depuis juillet. « Mais plusieurs Américains ignorent où est située la Malaisie », s'est plaint Noredah Othman, directeur du bureau de tourisme local, à une journaliste du *USA Today*. Peut-être faudrait-il rebaptiser le pays *Survivor Land* ?

De l'île de Pulau Tiga à l'île Sainte-Hélène ?

MARIE ALLARD

Une des publicités de Bureau en gros en ondes à la radio actuellement met en scène un homme qui achète une grande quantité de fournitures scolaires. « Vous retournez à l'école ? » lui demande un employé du magasin. « Oui, répond l'homme. Depuis que j'ai été éliminé de l'émission *Survivor*, je n'ai rien de mieux à faire ! » La pub, plutôt amusante pour les initiés, est un clin d'oeil à la populaire série américaine *Survivor*. L'ex-participant s'exprime en français, avec l'accent québécois, alors que les véritables vedettes de CBS sont tous des Américains. Bureau en gros prend un risque en faisant allusion à cette série encore méconnue des Québécois. À moins qu'un de nos réseaux ne soit en train de concocter un *Survivre* local ?

« J'ai entendu parler de trois projets d'émissions relevant de la *reality TV*, confirme André Caron, professeur au département de communication de l'Université de Montréal. Ces variantes devant être proposées cet automne, nous pourrions voir des copies de *Survivor* sur nos écrans bientôt. » Le phénomène de la *reality TV* s'étant rapidement propagé en Europe, puis un peu partout ailleurs dans le monde, il n'est pas surprenant qu'il nous rattrape. La série *Pignon sur rue*, diffusée à Télé-Québec il y a quelques années, était d'ailleurs un précurseur du genre.

Mais une équipe des rives du Saint-Laurent saurait-elle rendre l'exotisme de la mer de Chine ? Pas sûr. Jean-Pierre Desaulniers, professeur en communication à l'UQAM, en doute pour trois raisons. Une série comme *Survivor* coûte, tout d'abord, trop cher à produire pour les moyens des diffu-

seurs québécois. « Il faudrait remettre des disques des petits Simard comme prix, ironise M. Desaulniers, et je ne suis pas sûr que ça aurait du succès ! » L'attrait pour une pareille série serait par ailleurs moins fort ici, puisque les Québécois ont moins de problèmes de sociabilité que les Américains, selon le professeur. Enfin, la mode des émissions-réalité sera probablement passée quand viendra le temps d'en inonder nos petits écrans. La *reality TV* viendra jusqu'à nous, mais ce sera trop peu, trop tard pour créer un engouement phénoménal.

Ceux qui voudraient tout de même vivre l'expérience de près peuvent se présenter à des auditions, mercredi prochain. Le réseau Global cherche à recruter cinq jeunes femmes pour la série *Popstars*, qui suivra, tout au long de leur parcours vers la gloire, la vie d'un band musical créé de toutes pièces.

La grande vente annuelle de skis et de planches à neige

SKI BOOM

Tout l'inventaire d'équipements et de vêtements de skis et de planches à neige est en solde.

Rabais jusqu'à 70%

et plusieurs autres!

ROSSIGNOL ATOMIC
SALOMON Volkl Burton RIDE
M3/MLY DESCENTE PHENIX killy BONFIRE

On a le sport dans la peau
BERNARD TROTTIER SPORTS
3 super magasins de 15 000 pi²!

Greenfield Park • Montréal • Pointe-Claire

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Les Internénettes pragmatiques

« La femme est l'avenir de l'Internet », claironnait une publicité placardée il y a six mois dans les... 240 salons de coiffure de la chaîne Jacques Dessange, en France. L'idée était d'utiliser un endroit relaxant et convivial pour convaincre les femmes, réputées être tenues à distance par l'aspect froidement technologique d'Internet, de prendre la place qui leur revient sur la Toile.



Mario Roy
mroy@lapresse.ca

On ne sait pas si la stratégie hexagonale a bien fonctionné. Mais une chose est sûre, a-t-on appris cette semaine : aux États-Unis, le mois de mai 2000 a vu un tournant historique se produire lorsque, pour la première fois, le nombre de femmes fréquentant le Net a été supérieur à celui des hommes, à hauteur de 50,4 %. Il y a quatre ans, elles comptaient pour à peine plus du tiers et, en 1995, pour moins de 15 % des utilisateurs du réseau.

Étant entendu que les femmes constituent déjà 63 % de la clientèle des cyberconsommateurs ; que, selon des études américaines, elles possèdent le contrôle ou ont une influence primordiale sur 80 % des achats des ménages ; que la moitié de celles qui travaillent ont un salaire supérieur au salaire moyen des hommes ; que 70 % de la publicité leur est destinée ; et qu'elles constituent 40 % des voyageurs d'affaires... tout se conjugue pour indiquer que la relative féminisation du Net va donner l'ultime élan nécessaire pour faire passer le commerce en ligne à la vitesse grand V.

En fait, « les femmes célibataires deviennent en ce début du XXI^e siècle ce que les yuppies ont été aux années 80 : le segment le plus influent et courtisé du marché »,

estime The Intelligence Factory, firme au rayonnement international spécialisée dans l'étude des tendances du marché.

Est-ce à dire que ce sont les femmes — et particulièrement, en ce qui nous concerne, les six millions de Canadiennes célibataires — qui achèveront de transformer l'Internet en vulgaire, mais gigantesque, place marchande ?

Rien n'est moins sûr. Malgré toutes ces statistiques, elles ne contribueront probablement pas davantage que les hommes à cette marchandisation de la toile, si l'on se fie aux habiletés et besoins qu'elles ont développés en rapport avec leur haut niveau d'éducation : au Québec, l'an dernier, les deux tiers des nouveaux étudiants à l'université étaient des femmes, alors que 42 % des garçons quittent le secondaire sans être diplômés.

Et si l'on se fie, ensuite et surtout, à leurs habitudes de fréquentation du Net.

■ ■ ■

On peut en effet parler dans leur cas d'Internénettes pragmatiques — non, ce n'est pas un nouveau groupe rock destiné à côtoyer les Nègresses vertes et les Marmottes aplaties — en ce sens que la fréquentation du Net par les femmes se fait principalement en fonction de critères d'utilité. Ce qui inclut l'achat en ligne, certes, mais bien d'autres choses encore.

D'abord, le terme d'Internénettes n'est pas une raillerie plus ou moins machiste, mais, témoin de l'humour fort particulier qui a toujours été une caractéristique du Web, fait référence au nom de baptême donné à l'un des sites féministes les plus fréquentés de l'Hexagone...

Ensuite, le sens pratico-pratique dont elles font preuve est certainement remarquable.

Les femmes demeurent branchées beaucoup moins longtemps que les hommes : au Québec, 15,8 heures par semaine contre 30,7, indiquent des chiffres récents pu-

bliés cette semaine dans *Les Affaires* ; en France, le temps de connexion des femmes est six fois inférieur à celui des hommes ! Elles surfent fort peu et vont droit vers des destinations précises qui leur épargneront temps, et possiblement argent, en répondant rapidement à leurs besoins d'information et de partage avec la communauté.

Ainsi, aux États-Unis, les nouvelles recrues du Net se retrouvent en majorité chez les adolescentes de 12 à 17 ans, ainsi que chez les 55 ans et plus. Les premières sont rapidement fidélisées par des sites qui leur sont destinés et qui traitent de mode, d'apprentissages divers, de musique ; ou qui permettent le partage d'expériences personnelles avec des compagnons et compagnes de leur âge. Les secondes cherchent et trouvent des informations sur la famille, la santé, la généalogie.

Ce type de fréquentation renoue avec l'identité que les pionniers du Net ont tenté de donner au réseau des réseaux : un outil convivial et décentralisé destiné à distribuer la connaissance et l'information, de la plus triviale à la plus académique, en plus d'établir des liens de nature communautaire entre ses utilisateurs.

Bien entendu, on trouve sur le Net, tant en français qu'en anglais, un foisonnement de sites à saveur militante, couvrant un éventail aussi large que le sont les divers types de féminisme coexistant désormais dans le paysage.

Certains sont précisément très critiques vis-à-vis de l'Internet et proposent des points de vue iconoclastes. On explorera, par exemple, le portail québécois de NetFemmes, qui héberge les sites Web de plusieurs organisations de femmes et à partir duquel on prendra connaissance d'un fort intéressant débat sur l'image de la femme telle que véhiculée par les portails et les sites qui leur sont destinés.

Est-ce à partir de ces constatations que, en France, on leur recommande : « Allez, debout, les Internénettes, on a encore du boulot » ?

Le triangle infernal

Les relations entre le Québec, le Canada et la France ont été, au fil des ans, largement dominées par des jeux de coulisses où la France devenait un champ de bataille et un partenaire involontaire de nos interminables chicanes fédérales-provinciales. Un triangle infernal qui n'amuse plus personne, qui ne sert certainement pas le Québec et dont on espère bien pouvoir sortir un jour.



Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

La nomination de M. Clément Duhaime comme délégué général du Québec à Paris permet de craindre que le gouvernement Bouchard ne soit pas prêt à ce changement. Non pas parce que les qualifications de M. Duhaime, un véritable professionnel de la francophonie, soient contestables. Mais parce que le raisonnement qui a mené à sa nomination et la stratégie qui la sous-tendent montrent que le gouvernement Bouchard, incapable de s'affranchir de cette logique triangulaire, est en train de rater le bateau.

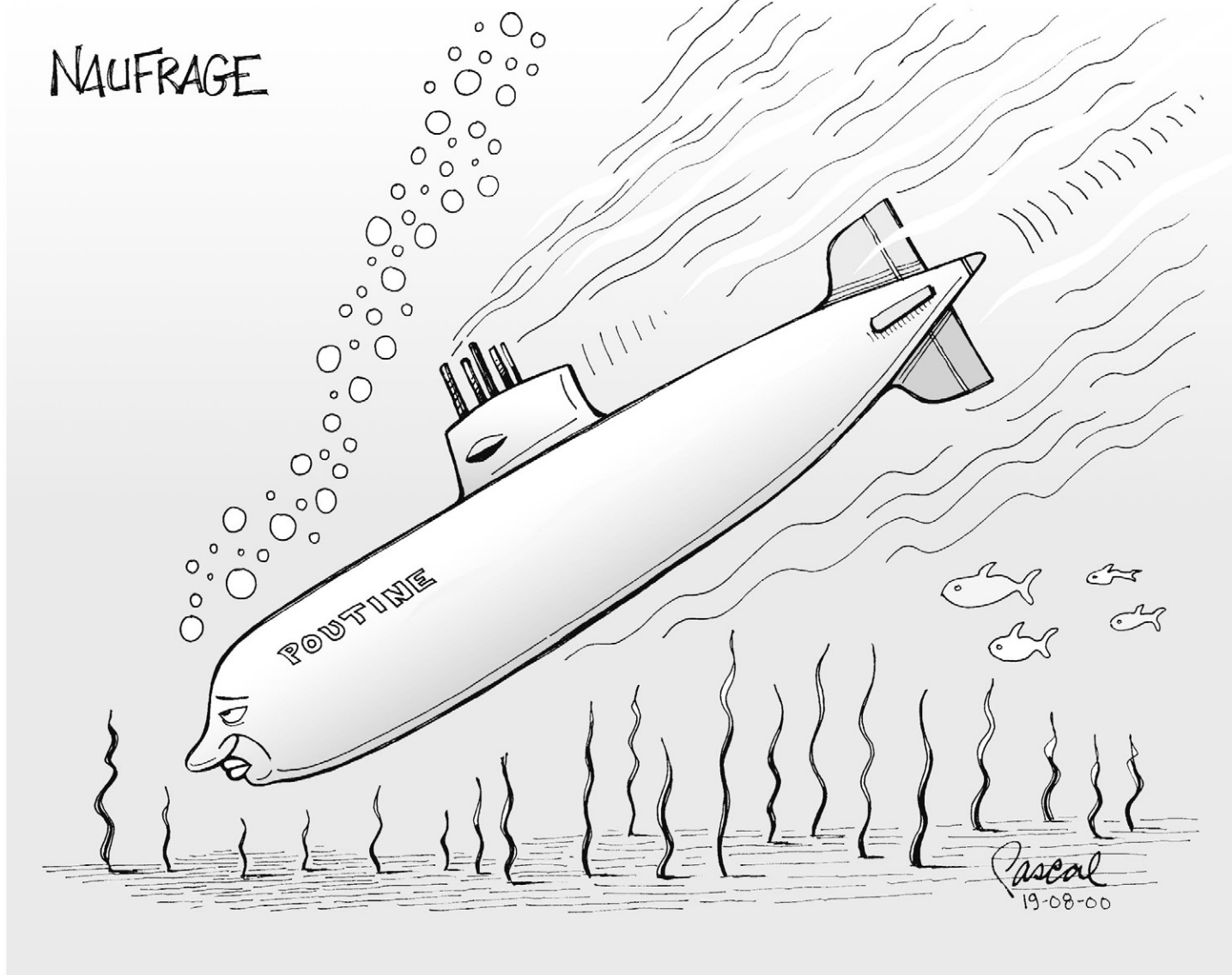
On sait que Québec a été quelque peu ébranlé par le succès de la visite à Paris du premier ministre Chrétien en juin, et encore plus par la nomination comme ambassadeur en France de Raymond Chrétien qui, à Washington, s'est révélé être un poids lourd de la diplomatie canadienne. La stratégie québécoise a donc consisté à trouver quelqu'un d'assez solide pour faire contrepoids au représentant canadien dans la guerre de clocher outre-Atlantique. D'où le choix de Clément Duhaime, actuellement conseiller de M. Boutros Boutros-Ghali à l'organisation internationale de la francophonie.

Cette stratégie repose sur une mauvaise lecture de la réalité. Héritier de leur culture de tapis rouge, les stratèges québécois, obsédés par la politique, ont attribué le succès de la visite de Jean Chrétien aux contacts de son entourage ou aux manoeuvres de son ambassadeur. Mais le rapprochement entre la France et le Canada ne repose ni sur les jeux de coulisses, ni sur la popularité des thèses constitutionnelles fédérales, mais sur le fait que la France et le Canada, membres du G7, tenants de la troisième voie, moyennes puissances soucieuses de préserver leur identité dans un monde globalisé, ont des raisons objectives de resserrer leurs liens. Le plus puissant ciment des relations entre pays reste, ne l'oublions jamais, les intérêts communs bien compris.

La nomination de Raymond Chrétien à Paris s'inscrit manifestement dans la même foulée. Il a joué un rôle central dans le développement des rapports canado-américains, la concrétisation de l'Aléna, l'encadrement du commerce bilatéral le plus important au monde. Peut-on sérieusement croire que ce diplomate mettra de côté les dossiers où il excelle, le développement économique et les questions stratégiques, pour redéployer ses énergies vers les guerres de drapeaux ? Il est assez évident que Raymond Chrétien est à Paris pour s'occuper d'économie, pour s'intéresser à la globalisation avec un oeil sur l'Europe en construction.

Et pendant ce temps, le Québec, en porte-à-faux, fera dans la francophonie, avec un représentant du Québec, spécialiste des questions multilatérales francophones, dont le *know-how* est essentiellement culturel et politique, et qui a en outre été absent depuis seize ans de la province dont il devra défendre les intérêts.

La ministre des relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, qui reflète bien cette vision diplomatique d'un autre âge, confondant le rôle d'ambassadeur et celui de lobbyiste, se réjouit du fait que son poulain a ses « entrées » à Paris. Cela sera certes très utile pour marquer quelques points protocolaires lors des visites officielles. Mais pas mal moins pour attirer des investissements ou pour vendre des avions.



DROITS RÉSERVÉS

PASCAL ÉLIE, collaboration spéciale

LA BOÎTE AUX LETTRES

edito@lapresse.ca

Rendre le travail plus « hospitalier »

■ Nous désirons réagir à la proposition de l'Association des hôpitaux du Québec visant à réglementer le travail des médecins pour assurer leur présence dans les hôpitaux. Dans ce contexte, nous voudrions souligner une grave détérioration des conditions de travail dans les hôpitaux depuis quelques années.

Il est parfois dangereux de pratiquer la médecine dans les salles d'urgence. Poser un bon diagnostic après avoir questionné et examiné les patients dans les corridors de l'urgence, pendant que les civières et les chariots passent, révèle de l'exploit. Comme les médecins demeurent compétents, comme les patients et le personnel de l'urgence collaborent de leur mieux, tout finit par bien se passer en général. Mais l'inconfort est constant et le danger d'erreur accru.

Par ailleurs, avec la réduction des lits dans les hôpitaux, la cadence d'admission et de congé s'est accélérée. Cela exige du médecin une plus grande disponibilité. Si, par exemple, un patient admis pour la chirurgie d'un jour a besoin d'un consultant, c'est tout de suite. Peu importe ce que le médecin est en train de faire à ce moment précis. De plus, les infirmiers et les infirmières sont constamment débordés. Malgré leur bonne volonté, il n'est pas facile de faire tout rapidement et parfaitement. Les délais parfois importants entre la prescription et son exécution sont une autre source de frustration pour le médecin. Finalement, il y a de cela pas si longtemps, si un patient avait besoin

d'hospitalisation non urgente pour une chirurgie ou des examens complémentaires, le médecin avait la possibilité de l'admettre à l'hôpital où il travaillait. Cela est devenu très difficile, sinon impossible, pour « les cas électifs ».

Comment peut-on s'étonner alors que les médecins soient tentés de quitter les hôpitaux pour travailler dans leur bureau où ils peuvent créer un environnement de soins plus humain et plus agréable. Au lieu de se lancer dans une expédition punitive pour forcer les médecins à travailler dans un environnement de moins en moins propice aux soins médicaux appropriés, l'AHQ devrait faire preuve de plus d'imagination et examiner les façons de rendre le travail hospitalier plus « hospitalier », justement... Surtout pour les malades, mais aussi pour ceux qui les soignent. La coercition est une solution de paresseux.

Jana HAVRANKOVA
endocrinologue,
Hôpital Saint-Luc
Michel DUPLESSIS
neurologue,
Hôpital Charles-Lemoyne

Entre 2 et 5 ans

■ Le moment où l'on commence à apprendre une langue seconde est crucial, mais ce moment n'est pas en première année scolaire ou en quatrième année, comme le pensent nos politiciens incompétents qui ne songent qu'à se faire du capital politique sur une question aussi importante pour l'avenir de nos enfants.

Le moment le plus propice pour ap-

prendre une ou plusieurs langues se situe entre deux et cinq ans. Cela a été prouvé par des recherches et il est dommage que la plupart des parents n'en tiennent pas compte.

J'ai un ami italien qui a marié une anglophone. Résultat : les enfants parlent spontanément en italien à leur père, anglais à leur mère et en français avec leurs petits amis. Ils ne se posent pas de graves questions existentielles sur la Loi 101. Pour eux, la vie c'est comme ça et cela ne leur cause aucun problème, n'en déplaît à certains alarmistes de tout acabit.

Personnellement, je parle trois langues (français, anglais et italien). Mais comme je n'ai pas commencé en bas âge, j'aurai toujours un accent. Nous avons décidé, mon épouse et moi, qu'il n'en serait pas ainsi pour nos deux enfants. Comme nous sommes tous deux francophones, nous nous sommes servi de la puissante attraction de la télévision. Quand nos enfants ont commencé à s'intéresser à la télévision, nous les avons branchés sur la télévision anglophone (ce qui scandalisa plusieurs de nos amis) mais les résultats sont là : nos enfants sortent maintenant de l'université et sont parfaitement bilingues. Mon fils, qui est un brillant ingénieur en informatique, travaille au Texas et en Grande-Bretagne ; ma fille, infirmière, oeuvre actuellement au Montreal General hospital. Cela ne les empêche pas d'être attachés à leur langue maternelle et ils ne renient absolument pas leurs racines. Ce que mon fils a renié, c'est la rapacité du fisc québécois, mais ça, c'est une autre histoire.

Léon BERNIER
Brossard

Forum

Montréal festif

Encore cette année, les grands festivals ont constitué un immense succès. Quel bilan faire et quels écueils tenter d'éviter à l'avenir?

La messe en plein air

ALAIN SIMARD

L'auteur est président-fondateur du Festival international de jazz de Montréal, des FrancoFolies de Montréal et du Festival Montréal en Lumière.

Depuis quelques années, quand on parle des grands festivals montréalais, on discute généralement de retombées économiques et touristiques, de création d'emplois et d'autres outils d'évaluation quantitative. Rarement s'arrête-t-on sur les besoins fondamentaux auxquels répondent ces festivals pour connaître un tel engouement et changer la façon dont nous percevons désormais notre ville.

À l'ère du « cocooning », des communications cybernétiques et des 500 chaînes de télévision, les gens ressentent plus que jamais le besoin de prendre une pause pour se retrouver ensemble et célébrer leur appartenance à la collectivité. Coincés entre la mondialisation et la consommation de masse, ils ont besoin de ces manifestations pour se reconnaître, exprimer leur identité tout en s'ouvrant sur le monde à la découverte des différentes cultures qui le composent. Il semble donc que les festivals aient repris le rôle social de l'ancienne « place publique », telle qu'elle apparaissait au Moyen-âge, comme lieu de rencontres et d'échanges avec les « autres ».

Après avoir vécu l'Expo 67 et les mythiques « Pop festivals », je souhaitais depuis longtemps organiser à Montréal un grand rassemblement annuel qui rapproche les gens, qui les fasse voyager en musique, qui ouvre leurs horizons à de nouveaux rythmes, de nouvelles sonorités. Mais je rêvais aussi de créer un véritable événement d'animation urbaine qui transfigure le centre-ville et qui

permette aux Montréalais et à leurs invités de reprendre possession du bitume converti en une immense place publique.

Pour ce faire, le festival de jazz a d'abord aménagé un site urbain unique au monde, en fermant plusieurs rues du centre-ville à la circulation, assurant ses propres services de sécurité et de nettoyage. Pour créer cette enclave dans laquelle les festivaliers sont invités à vivre une expérience unique dans une atmosphère de totale liberté, nous avons tenu à y instaurer une politique de gratuité et de non-sollicitation. C'est pourquoi nous avons créé une société à but non lucratif qui interdit toute approche commerciale directe, vente sous pression et même les publicités de produits à ses nombreux commanditaires qui s'identifient de façon « douce », dans le respect du public et des artistes. Résultat : une véritable cité utopique (qui a même sa « petite école »), propre et sécurisante avec une ambiance décontractée où les gens prennent plaisir à circuler librement d'une scène à l'autre, de découvertes musicales en dépaysements culturels.

Avec cette sérénité d'esprit propre au festival montréalais, on assiste alors à l'émergence d'un étonnant phénomène social. Des foules de toutes origines se rassemblent quotidiennement pour communier par la musique et participer à une sorte de messe en plein air officinée par une multitude d'artistes venus de tous les continents. Plusieurs conventions sociales tombent par magie : des gens qui ne se connaissent pas chantent et dansent ensemble, mettant de côté toutes barrières de langue, de race ou de religion. Ce phénomène s'est depuis étendu à tout l'été montréalais avec une masse critique d'événements majeurs qui l'ont fait connaître partout comme la « Ville des Festivals ». Voilà un avantage concurrentiel stratégique pour Montréal, qui est déjà jaloux par plusieurs grandes villes internationales.

L'image d'ouverture, de civilité, de calme et d'allégresse qui s'en dégage a fait le tour du monde, est devenue un symbole de notre qualité de vie et attire chaque année, de nombreux touristes et médias étrangers. En lui assurant un rayonnement et une visibilité incalculables notamment à la télévision, les événements majeurs ont permis à Montréal de consolider son statut de métropole internationale, témoins de sa vitalité et de son dynamisme.

En jouant aujourd'hui un rôle d'intégration sociale unique, ces manifestations contribuent énormément à resserrer les liens entre les différentes communautés culturelles qui composent notre société. Ils sont aussi devenus un lieu de formation très convoité pour des milliers de jeunes qui y font chaque année l'apprentissage d'un premier travail d'été en contact direct avec le public. Les grands festivals ont enfin joué un rôle de développement culturel déterminant pour la population, lui permettant d'être en contact avec les artistes du monde entier, de voir des films en primeur, des créations inédites, d'être souvent les premiers en Amérique du Nord à découvrir des musiciens extraordinaires comme Astor Piazzola, Paolo Conte ou Jay Jay Johansen. Source d'inspiration et d'émulation pour nos artistes, ces événements sont aussi devenus pour eux une vitrine exceptionnelle, mettant en valeur leur créativité et leur talent et leur permettant de rejoindre un public de plus en plus large.

Dans quelle autre ville pourrait-on rassembler plus de 100 000 personnes quotidiennement dans une atmosphère aussi extraordinaire ? J'aime ma ville et je suis fier d'avoir contribué un tant soit peu à la mettre en valeur. Mais je suis d'abord et avant tout fier des Montréalais : ce sont eux qui ont permis ce succès collectif grâce à leur bonne humeur, leur ouverture et leur convivialité maintenant reconnue à travers le monde !

Mais attention aux voleurs du temple

SYLVAIN LEFEBVRE

L'auteur est professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, où il est directeur du chantier de recherche Sport et Ville.

Montréal est une ville de festivals, une « ville festive ». Depuis plusieurs années, la métropole — et plus particulièrement son centre-ville — ont su décupler l'envergure et la diversité des festivals, des fêtes urbaines et des événements récréatifs à grand déploiement. En effet, une véritable base économique s'est constituée au fil des années avec des événements de prestige tels le Festival international de jazz de Montréal, le Festival Juste pour rire, les FrancoFolies, le Grand Prix de Formule 1 du Canada, les Internationaux de tennis du Maurier, auxquels se sont greffés nombre d'événements qui connaissent un succès croissant (Carifête, Festival Nuits d'Afrique, Internationaux de feu d'artifice Benson & Hedges, défilé de la fierté gaie, Mondial de la bière, Fêtes gourmandes, etc.). Montréal est vite devenue une ville festive de réputation internationale comblant plusieurs vides dans les saisons moins courues par les touristes (le festival d'hiver « Montréal en lumières ») et capitalisant surtout sur son cadre de vie déjà fort bien coté dans les palmarès des villes internationales où il fait bon vivre. Cette nouvelle forme de croissance économique et culturelle est un phénomène essentiellement urbain. Par ailleurs, la détente, le tourisme, le spectacle et le sport sont autant d'activités ayant un impact majeur sur la renaissance de certaines villes nord-américaines et européennes.

À ces événements plus formels, s'est greffée toute une panoplie de fêtes urbaines moins prestigieuses ou encore spontanées, que ce soit des ventes trottoirs thématiques ou des rassemblements de tam-tams sur les flancs du mont Royal, des projections de films sur les façades des bâtiments ou encore des manifestations sportives dans les rues du centre-ville. Ces véritables « kermesses » dans la ville participent toutes à une réappropriation des espaces urbains à des fins de détente et de récréation. Désormais, elles sont aussi perçues, à des intensités variables, comme des éléments incontournables des politiques et des pratiques culturelles.

Au cours des dix dernières années, le dynamisme et la croissance du tourisme urbain montréalais n'ont cessé d'étonner. La scène culturelle et artistique, les activités récréo-touristiques et sportives de même que les diverses manifestations festives de la métropole ont su faire accepter l'existence d'une base économique importante, propre à ce champ d'activités et ayant des effets d'entraînement non négligeables sur l'économie en général. Cette base économique s'est consolidée sur le caractère récréo-touristique et festif du tourisme urbain qui s'alimente aussi dans les congrès, les foires internationales, les réunions d'affaires, la consommation commerciale, le divertissement, etc. À eux seuls, les quatre principaux festivals qui prennent ancrage au centre-ville de Montréal (Jazz, humour, cinéma et Francofolies) génèrent approximativement des retombées économiques directes de 90 millions de dollars. Au cours des dix dernières années, l'achalandage que connaissent ces événements a augmenté annuellement à un taux plus ou moins régulier de 5 %. Le Grand Prix de Formule 1 conserve la tête du palmarès avec des retombées directes d'environ 35 millions de dollars générées uniquement par les spectateurs qui assistent à l'événement. Plusieurs retombées indirectes non quantifiables peuvent d'ailleurs être mises de l'avant pour évaluer l'impact positif de ce redéploiement d'activités. Le rayonnement et la visibilité internationale, les effets d'entraînement sur la scène artistique et culturelle régionale, le sentiment de fierté collective et la mise en valeur des bâtiments et de la trame architecturale, l'animation urbaine et l'appropriation de la place publique sont parmi les multiples effets positifs que retire une communauté de sa vocation festive.

Des interrogations

Dans ce foisonnement d'activités, quelques interrogations ont commencé à apparaître au chapitre de la survie de certaines activités, notamment dans le contexte du retrait des commandites des compagnies de tabac. C'est avec beaucoup d'agressivité que les principaux promoteurs des événements les plus prestigieux ont cherché des alternatives viables de financement en brandissant le spectre de la disparition ou du déclin de certaines activités. Les entreprises brassicoles et certaines grandes corporations (Air Canada, Bell, Teleglobe) ont pu ainsi investir davantage certains créneaux de ce champ d'activités. Pour les autres, le gouvernement est vite apparu comme une bouée de sauvetage. On n'a qu'à retenir la mise en place de la toute récente Société des

événements majeurs internationaux (SEMI) qui a pour mission de supporter, avec un fonds « stable » et récurrent de 30 millions de dollars, les principaux festivals, le tout tricoté un peu rapidement à la suite de la réalisation d'une étude sur les retombées « réelles » de ces festivals, étude financée et commanditée par les promoteurs des événements eux-mêmes via Tourisme Québec !

Dans un avenir très rapproché, l'absence de vision ou de stratégie du gouvernement provincial en la matière pourrait engendrer beaucoup de confusion et de polémiques. Ce dernier n'a-t-il pas donné son appui inconditionnel récemment au projet moribond d'un parc d'amusement (Technodôme) à coup de promesses de millions de dollars alors que La Ronde est condamnée ? Faut-il vraiment faire la démonstration qu'un parc d'amusement (High-Tech, multimédia ou non) à l'image de ceux de Disney World, à Orlando, et ce, dans le Vieux-Port historique de Montréal, n'est pas l'idée du siècle ? A-t-on même évalué la compatibilité de ce type de projet avec l'identité socio-culturelle et festive de la métropole ? Comment ne pas sourcilier devant les prévisions de fréquentation et de retombées économiques directes d'un tel projet ? Inquiétant tout ça. (...)

Perplexité et controverse

Le malaise s'est accru au fil des cinq dernières années car nombre de projets d'envergure misent désormais davantage sur une culture marchande du divertissement qui pourrait capitaliser sur les acquis festifs de Montréal. Le projet du nouveau « Forum Pepsi », un complexe multifonctionnel récréo-commercial, le projet de reconversion d'anciennes salles de cinéma (Palace et Loews) en centres de divertissement (Club Med World et projet Métaforia sur la rue Sainte-Catherine), le projet avorté du Technodôme sur la jetée Bickerdike, ceux du complexe Isci et d'un aquarium (!) dans le Vieux-Port de Montréal, les projets de nouveaux stades pour les Expos ou pour les Alouettes, voilà autant d'exemples qui suscitent une certaine perplexité ou des controverses sur la surenchère de projets et d'initiatives dans ce domaine. Le malaise persiste puisqu'il n'y a pas de vision d'ensemble sur la viabilité, la pérennité et la complémentarité entre tous ces projets et ces événements.

Si la population locale et les touristes profitent et contribuent à la ville festive, en revanche, ils ont parfois du mal à y retrouver une identité locale ou régionale. Avec une corrida portugaise organisée dans un stade olympique en mal de reconversion, des projets de centres de divertissement et la fermeture possible de La Ronde, le tout couplé à près de douze nouveaux festivals par année, on se demande parfois si la ville festive ne laisse pas plutôt place à une ville ludique. Une ville ludique où la « marchandisation » de la fête et la tyrannie de « l'entertainment » viennent entacher les bienfaits de la ville festive. Il n'est pas sûr que la culture des jeux virtuels, des « Planet Hollywood », des loteries et casinos, des parcs d'amusement à sensations fortes en plein arrondissement patrimonial ou encore celle des « gentils organisateurs » de Club Med sur la rue Sainte-Catherine soient toutes des idées compatibles avec la vocation festive que Montréal s'est forgée au fil des années.

Si les instances publiques doivent supporter les activités festives, les équipements sportifs et de divertissement, quels sont les priorités et les critères permettant de choisir et de doser la part de l'aide publique ? Rares sont les données et les diagnostics valables qui nous permettent d'y voir clair en la matière. Voilà pourquoi une analyse économique, socio-culturelle et géographique de la ville festive s'impose. Quelles sont l'articulation urbaine et l'organisation spatiale de cette vocation dans la zone centrale et à une échelle régionale ? Quels sont les modes d'appropriation des espaces et des bâtiments qui accommodent la vocation festive des centre-villes ? En quoi et comment le cadre réglementaire et normatif de l'urbanisme s'adapte-t-il à ces nouvelles manifestations ? Si la démonstration de la pertinence des enjeux liés à la vocation festive des villes n'est plus à faire, en revanche, l'observation de cette réalité et la compréhension des forces qui la sous-tendent sont des objectifs qui ont à peine été esquissés. Les différents ordres de gouvernement devraient réagir à ce défi car il y a une certaine urgence à mieux rediriger les fonds publics et ce, dans l'intérêt de toute la collectivité. Passer de la ville festive à la ville ludique pourrait être une erreur de parcours dont Montréal aurait beaucoup de peine à se relever.



Il semble que les festivals aient repris le rôle social de l'ancienne « place publique », telle qu'elle apparaissait au Moyen-âge, comme lieu de rencontres et d'échanges avec les « autres ».

— Alain Simard

Vous avez des commentaires ?
Écrivez-nous :
edito@lapresse.ca

Plus

Les artistes et le monde criminel



André Cédilot

Ce n'est pas la première fois que Ginette Reno participe à des festivités organisées en l'honneur d'un truand. En 1989, avec ses musiciens, elle avait offert pendant une heure une autre vibrante prestation aux noces de Paul Fontaine. La fête réunissait 250 personnes au buffet Costa del Mar, à Montréal-Nord.

Si Paul Fontaine était peu connu à ce moment, son père Gérard, riche trafiquant de drogue, était depuis longtemps une figure dominante de la pègre locale. Avec Nicola Di Iorio, un des lieutenants de la famille Cotroni, il avait notamment défrayé la manchette en 1974 en refusant de témoigner devant la Commission d'enquête sur le crime organisé.

Quant à Paul Fontaine, aujourd'hui âgé de 32 ans, qui a fait ses classes au sein des Rokers de Montréal, il est activement recherché pour le meurtre d'un des gardiens de prison abattus en 1997 dans le cadre d'une série d'actions entreprises par les Hells Angels pour déstabiliser l'appareil judiciaire.

En même temps qu'un autre motard prêt à tout pour entrer dans les rangs des Hells Angels, André Tousignant (il a été trouvé mort brûlé et mutilé en février 1998), Fontaine a disparu mystérieusement après le lancement d'un mandat d'arrêt contre Maurice Boucher. Faute de preuve, le chef des Nomads a plus tard été acquitté des meurtres des gardiens de prison.

À la fin des années 80, lors de son 25^e anniversaire de mariage, Gérard Fontaine et sa femme avaient pour leur part eu droit à un spectacle de leur chanteur favori, Fernand Gignac. Encore là, la fête regroupant 250 personnes s'était déroulée au buffet Costa del Mar, à Montréal-Nord.

Surnommé « l'insaisissable » pour s'être joué de la justice toute sa vie, Gérard Fontaine est mort en octobre 1998 à l'âge de 56 ans. Pas moins de 125 personnes, dont une cinquantaine de Hells Angels et leurs sympathisants, ont assisté à ses funérailles à Sainte-Adèle. Des membres des Nomads transportaient son cercueil. Les caïds Jos Di Maulo et Claude Faber s'étaient notamment rendus au salon funéraire.

En 1986, la chanteuse Marjo s'était elle aussi attiré la réprobation du public en donnant un spectacle qui a permis aux Hells Angels de recueillir une somme importante destinée à défendre leurs membres qui avaient participé à l'élimination de six des leurs du chapitre de Laval. Les corps criblés de balles des victimes avaient été retrouvés dans les eaux du fleuve Saint-Laurent, à la hauteur de Berthier.

Pas d'étonnement

Quoique marginale, la participation de Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland au mariage du Hells Angel René Charlebois n'étonne guère le monde judiciaire et artistique.

Ce n'est pas d'hier que des vedettes de la chanson et du cinéma, aussi bien que des hommes d'affaires et des sportifs, fraient avec le milieu interlope. Le plus connu demeure Frank Sinatra, dont le nom a depuis longtemps été associé à la Cosa Nostra américaine et ses casinos de Las Vegas.

Au Québec, le comédien Claude Blanchard n'a jamais caché ses liens avec le clan Cotroni. Il a souvent donné des spectacles devant des gens de la pègre et même tenu un cabaret avec feu Vincenzo Cotroni, dans les années 50. « Les Cotroni sont plus que des amis, ce sont des frères », a-t-il dit, au plus fort de la tempête qui a secoué Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland.

C'est un secret de polichinelle, d'ailleurs, que le crooner de 68 ans visite Frank Cotroni en prison. À la demande d'un homme d'affaires qu'il n'a pas voulu nommer, il a reconnu avoir lui-même convaincu Ginette Reno d'accepter de chanter au mariage de René Charlebois, nouvellement promu au sein du club élite des Hells Angels, les Nomads.

« Je n'accepterais jamais de chanter en privé pour un bandit, mais ça ne fait pas des criminels pour autant de Ginette (Reno) et Jean-Pierre (Ferland) », assure Fernand Gignac, qui a commencé sa carrière au Faisan doré, à l'âge de 14 ans. Ce haut lieu de rassemblement de la pègre était alors dirigé par le « parrain » montréalais, Vic Cotroni.

M. Gignac a paru surpris d'apprendre qu'il s'était produit à un party du caïd Gérard Fontaine. « Je ne connais pas ce nom-là, ni le buffet Costa del Mar. Mais ça reste possible. J'ai fait tellement de spectacles que je ne peux me rappeler. On ne connaît pas tout le monde non plus. Même si on s'informe, on peut se faire jouer des tours », a-t-il dit sans réserve.

« À ce compte-là, il faudrait faire le tour du bottin des artistes pour savoir qui a rencontré qui, et qui a joué devant qui », note le chanteur de charme, nullement incommodé par les questions de *La Presse*.

Sur une note anecdotique, il a rappelé avoir appris après plus de 20 ans, dans le livre *La Filière canadienne*, le nom d'un homme qui, à ses débuts dans le métier à la fin des

Le 5 août dernier, Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland ont chanté lors du mariage de René Charlebois, un des hommes de confiance de Maurice Mom Boucher, chef des Nomads, le club élite des Hells Angels. Leur prestation a suscité de vives réactions. Face au tollé, Jean-Pierre Ferland a affirmé ne pas être un sympathisant des Hells, mais avoir simplement chanté pour « une femme et sa famille ayant besoin d'humanité ». Quant à Ginette Reno, elle a initialement défendu son choix avant de présenter ses excuses au public. L'affaire ramène à l'avant-plan de l'actualité les relations entre le monde criminel et certains artistes. *La Presse* s'est penchée sur la question.



La Casa Loma, en 1971.



Le Café de l'Est, vu ici en 1974, a aussi servi de rampe de lancement à plusieurs artistes au Québec.

années 40, lui remettait chaque soir de représentation un billet de 5 \$. « Il était assis à l'entrée et il me glissait l'argent dans la main quand j'arrivais », se souvient M. Gignac.

De toute façon, jusque dans les années 70, les chanteurs et les comédiens n'avaient pas tellement le choix de côtoyer les pégriots puisque c'était eux qui avaient la haute main sur la plupart des boîtes de nuit du centre-ville de Montréal. La plupart des établissements étaient contrôlés directement ou indirectement par la famille Cotroni.

Sympathique aux comédiens, Vic Cotroni en avait pris plusieurs sous son aile. Certains avaient grandi dans le voisinage du domicile familial, dans le sud-est de Montréal. Grand amateur de jazz, son frère Frank a lui aussi encouragé certains artistes de renom.

C'est ainsi que le Faisan doré, célèbre dans tout le pays, et, dans une moindre mesure, le Vic's Café, le Casa Loma et le Café de l'Est ont servi de rampe de lancement à plusieurs artistes au Québec, tels Jacques Normand, Charles Aznavour, Bourvil, Georges Guétary, Monique Leyrac, Charles Trenet, Murielle Millard, Jean Rafa, Denise Filiatreault et Roger Beaulu.

«C'était notre job...»

C'était l'âge d'or des boîtes de nuit où l'accent était mis sur la chanson et l'humour français, comme à Paris. « Tous les soirs, an-

gle Sainte-Catherine et Saint-Laurent, une longue file de gens huppés — politiciens, juges, avocats, hommes d'affaires, médecins — attendaient patiemment sur le trottoir, parmi les prostituées, les robineux et les truands du Red Light », écrit-on dans les recueils.

« C'était notre job et il fallait gagner notre vie », opine Fernand Gignac. À ses yeux, ce n'est pas pire qu'un avocat, un comptable ou un fiscaliste qui accepte l'argent de bandits. Dans la polémique entourant Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland, d'autres ajoutent le curé qui préside une cérémonie religieuse à laquelle assistent des Hells Angels.

Que penser, de surcroît, d'un avocat qui va chercher à l'aéroport de Montréal le chef des Hells Angels, Maurice Boucher, à son retour d'un voyage en famille au Mexique. Ou d'un autre qui accompagne le groupe à la boxe le soir même de son acquittement du meurtre de deux gardiens de prison.

« C'est souvent une raison commerciale, mais c'est d'abord une question de niveau d'intransigeance morale vis-à-vis de ces gens », estime le criminologue Maurice Cusson, de l'Université de Montréal, nullement étonné du geste de Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland. « C'est une tradition, les liens entre la Mafia et le monde du spectacle », dit-il.

Pour avoir étudié le crime organisé italien, il est certain que les truands cherchent à se donner un statut en se montrant publique-



PHOTOTHÈQUE, La Presse®

Claude Blanchard n'a jamais caché ses liens avec le clan Cotroni. « Les Cotroni sont plus que des amis, ce sont des frères », a-t-il dit, au plus fort de la tempête qui a secoué Ginette Reno et Jean-Pierre Ferland.



Fernand Gignac



Marjo

PHOTOTHÈQUE, La Presse®

Plus



Cet été, La Presse sillonne au hasard la campagne québécoise, histoire de rencontrer ses gens, de rendre compte de leur quotidien et de leurs préoccupations. Voici notre huitième reportage.

Le chanvre, ce mal aimé

Les cultivateurs de cette variété de cannabis ne savent toujours pas quoi faire avec leurs récoltes



Marie-Claude Malboeuf

Quand le cannabis a quitté le fond des balcons et le ventre des champs de maïs pour se mettre à pousser librement au bord des grands chemins, les agriculteurs canadiens espéraient un miracle. Mais après deux ans de révolution, il n'y a pas que les adeptes de buzz qui déchantent devant ce qui pousse désormais en toute légalité, après 60 ans d'interdit.

C'est que les cultivateurs de chanvre — une espèce de cannabis qui contient 50 ou 100 fois moins de THC que la marijuana et n'est donc pas une drogue — ne savent toujours pas quoi faire avec leurs récoltes, invendables tant qu'aucune usine ne s'y intéresse.

« Il y a plusieurs personnes qui ont essayé le chanvre l'an dernier et qui n'en font pas pousser cette année. Les gens avaient trop d'attentes. Ils pensaient que ce serait l'eldorado, mais il n'y a pas de débouchés », résume Pascal Côté, directeur de ChanvrEstrie, qui persiste néanmoins à promouvoir cette culture.

Au Canada anglais, c'est pire encore. Les dernières données de Santé Canada obtenues par La Presse montrent que les champs de chanvre rétrécissent à vue d'oeil (voir tableau), passant de près de 15 000 hectares à seulement 5000 en une année.

« Il y a de l'herbe plus verte que le chanvre », conclut Roger Samson, du groupe de consultants agronomes de REAP, qui a pourtant abondamment vanté les vertus de cette plante solide et nourrissante. Comme le fait qu'elle se transforme en tous les produits imaginables : papier, corde, tissu, stuc, pièces d'auto, contreplaqué, margarine, huile à maquillage, grains à barre granola, etc.

« La plante est bien, confirme M. Côté. Mais ça coûte un prix de fou à partir du moment où on veut la transformer. Une usine pour le textile peut coûter 100 millions. Les machines sont faites en Europe et celles qu'on a ici ne marchent pas. »

Le directeur de ChanvrEstrie parle en connaissance de cause. Il a convaincu plusieurs entreprises (Cavalier Textile, Sheard Textile, Chemos) de faire des tests pour fabriquer des bobines de fil, du tissu, des teintures à base de chanvre : rien de concluant jusqu'ici. Fibrex, de Valleyfield, tente pour sa part de tisser du chanvre en plus du lin, mais la tâche est difficile.

« L'Ontario aussi est parti en peur et s'est cogné le nez. Cette année, ils font du dumping, ils vendent à moitié prix », constate M. Côté. Là-bas, une seule usine, Hempline, transforme le chanvre. Les choses stagnent et les producteurs ontariens ont perdu leur avance, pourtant énorme, sur ceux du Québec, plantant 216 hectares contre 1000 l'an dernier.

Au Manitoba, le seul gros acheteur, CPG (Consolidated Growers and Processors) a fait faillite il y a quelques mois. Des dizaines de fermiers se retrouvent ainsi avec 250 tonnes de graines qui moisissent dans leurs granges. Et dans l'Ouest aussi, les champs fondent.

Embargo américain

Mais le nerf de la guerre, c'est la frontière américaine. Car ce sont les États-Unis qui utilisent le chanvre à toutes les sauces même si sa culture y est rigoureusement interdite (sauf pour fins de recherche dans trois États). Une aubaine pour les Canadiens, qui comptaient profiter de leur avance pour s'emparer du marché.

« Ce sont les États-Unis qui ont acheté les deux tiers de nos récoltes l'an dernier », souligne Philippe Marquis, responsable du Projet Chanvre à l'unité de recherche et développement en agroalimentaire.

Le problème, c'est que tout a brutalement changé. À la fin de la même année, les douanes américaines de Detroit ont saisi 20 tonnes de graines d'oiseau de la compagnie ontarienne Kenex. L'entreprise a écopé d'une amende d'un demi-million de dollars et son chargement a été retenu cinq mois parce que les graines contenaient d'infimes traces de THC.

« Le gouvernement canadien est intervenu et les chargements ont été libérés parce que les douaniers n'avaient pas le droit de les retenir comme ça, mais on ne sait pas ce qui va arriver », dit Niels Hensen-Trips, responsable du programme de chanvre à Santé Canada.

Bien des cultivateurs sont pessimistes : « Les États-Unis veulent bannir tout ce qui est pour la consommation humaine. On leur fait peur. »

Malgré tout, certains gardent espoir. À Lacolle, Heinrich Morf a planté six hectares derrière sa clôture de fil de fer. « Dans le fond, c'est de la mauvaise herbe, assure le cultivateur de soja et de maïs. Ça pousse tout seul. » Comme 17 autres agriculteurs bio, M. Morf fait partie des rares élus à avoir décroché un contrat de la compagnie HempCo. L'entreprise d'Ayers Cliff transforme les



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse ©

grains en huile ou en ingrédient pour barres tendres.

Reste que les rares Québécois qui utilisent du chanvre font la majeure partie de leurs achats ailleurs. Pascal Bédard, propriétaire de Sur-Le-Champ, doit s'alimenter en Pologne pour fabriquer ses souris jouets, qu'on trouve dans plus d'une centaine d'animaleries. Lucie Létourneau, de Canolio Cosmétiques, s'approvisionne quant à elle en Ontario pour pouvoir fabriquer son maquillage à base d'huile de chanvre.

Elle croit toutefois que le vent est sur le point de tourner : « Ça prenait un produit fini pour justifier la construction d'une usine, maintenant que c'est fait, je pense qu'on pourrait en construire une à Saint-Roch-de-l'Acadian d'ici 2002. » De son côté, Pascal Bédard mise sur un prototype de machine mis au point à Dunham et qui lui éviterait de traiter le chanvre québécois à la main. Le chercheur Philippe Marquis espère enfin créer une coopérative qui réunirait les cultivateurs et travailleurs d'Abitibi-Témiscamingue.

Chose certaine, usines et herbe ne poussent pas à la même vitesse. « Des débouchés, il y en a, assure André Langlois, du ministère de l'Agriculture en Abitibi. Mais partir la roue est difficile. Ça a été la même histoire quand on a voulu produire du canola. Il faut être patient, c'est tout. »

« On a dit que le chanvre pouvait tout faire, changer la planète, pousser n'importe où et n'importe comment, résume Pascal Côté. Mais c'est comme pour n'importe quoi d'autres : au bout du compte, il faut le vendre. »

À Lacolle, Heinrich Morf a planté six hectares de chanvre derrière sa clôture de fil de fer. Comme 17 autres agriculteurs bio, M. Morf fait partie des rares élus à avoir décroché un contrat de la compagnie HempCo, qui transforme les grains en huile ou en ingrédient pour barres tendres.

La culture du chanvre au Canada (1998-2000)			
	1998	1999	2000
Nombre de permis de culture	251	674	271
Nombre d'hectares cultivés	2 500	14 261	5 487

Source : Santé Canada, Licences et autorisations concernant le chanvre industriel — Résumé statistique — juin 1998, 1999, 2000

Nombre d'hectares de chanvre par province (1998-2000)			
	1998	1999	2000
Québec	24	86	239
Ontario	1 163	1 022	217
Centre (Man. et Sask.)	869	11 980	4 332
Ouest (C.-B. et Alb.)	110	978	597
Maritimes	233	130	102
TOTAL	2 400	14 196	5 487



Infographie La Presse

Plus

Vicente Fox

L'homme qui tire plus vite que son ombre

Textes de
BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale, MEXICO

Le président élu du Mexique, Vicente Fox, apparaît comme le plus ardent des messagers pour vendre le libre-échange à l'étendue du continent. Avec un bémol toutefois : « Il faut réfléchir à la création d'un marché commun nord-américain à partir de l'ALENA, insiste-t-il. Les trois pays en sortiront gagnants. Mais à une condition : le Mexique a besoin de la solidarité du Canada et des États-Unis pour améliorer son niveau de vie.

« L'Union européenne gère un fonds annuel de 5 milliards US pour aider ses membres les plus faibles. Pourquoi pas un fonds pour aider le Mexique à atteindre le niveau de vie de ses partenaires ? C'est dans l'intérêt de nos trois pays. Je crois également qu'il est dans l'intérêt de tous d'ouvrir les frontières pour permettre la libre circulation de la main-d'œuvre. Ça pourrait prendre une décennie. On réduirait l'émigration clandestine. »

Le Mexique veut être le pont entre les trois Amériques

Le président Vicente Fox a deux gourous en matière de politique étrangère, et les projets de ces deux politiciens, qui faisaient partie de l'influente classe intellectuelle du Mexique avant de vendre leur âme à la politique active, promettent quelques éclats sur la scène internationale. On en a reçu l'écho durant la tournée du président Fox dans le cône Sud.

Chroniqueur à *Newsweek*, professeur de sciences politiques dans une grande université américaine, écrivain prolifique, Jorge Castaneda est aussi le fils du ministre des Affaires étrangères qui concrétisa le rêve de l'ancien président José Lopez Portillo, dernier leader mondiste. Le Mexique était alors une puissance pétrolière en pleine croissance, jusqu'à la faillite des banques, en 1982. Castaneda a des idées originales sur la réorganisation des Affaires étrangères mexicaines — ministère qui intégrera, comme l'a fait le Canada, le Commerce international. Jorge Castaneda parle si bien le français qu'il se moque volontiers de son espagnol « afrancesado », et fait l'éloge du milieu d'affaires de Montréal lorsqu'il se trouve devant un journaliste québécois ! Alors pourquoi son patron a-t-il choisi Toronto pour s'adresser aux hommes d'affaires canadiens ? On répondra à Ottawa qu'il s'agit là d'une question de masse critique !

Un mauvais esprit pourrait aussi ajouter : succès de lobbying ! Depuis les négociations du libre-échange, Toronto a son club d'entrepreneurs — The Canadian Council for The Americas — qui courtisent assidûment les puissantes chambres de commerce mexicaines, fonctionnaires et hommes politiques au point qu'une délégation de Toronto est venue au Mexique observer les élections du 2 juillet. Nos compatriotes anglophones ont eu le loisir — on peut le supposer — de rencontrer et d'inviter le vainqueur d'élections que l'on qualifiait depuis longtemps d'historiques. Personne de Montréal International n'a été aperçu à Mexico depuis belle lurette !

Le personnage-clé de l'ordre du jour du président Fox est aussi un politologue du prestigieux Colegio de Mexico, possédant l'extraordinaire expérience d'avoir été élu sénateur en 1994 sous étiquette « indépendant » après avoir été expulsé des rangs du Parti de la révolution démocratique. Adolfo Aguilar Zinser a payé cher l'impertinence d'avoir écrit un livre plein d'ironie sur les déboires de son ancien patron (Cuauhtémoc Cardenas) dont il était l'organisateur électoral. Le PRD n'a pas pardonné cette « trahison ».

Zinser et Castaneda font partie de l'équipe personnelle de Fox — et gardent leurs distances avec le parti d'Action nationale élu dans la foulée. On peut les croire inspirateurs des nouvelles professions de foi du président lorsqu'il se proclame de centre-gauche. Ces deux hommes cadrent bien — s'ils ne l'ont inspiré — dans le grand dessein de M. Fox de faire du Mexique la tête de pont entre le bloc anglo-saxon du Nord avec le reste des Amériques — un vieux rêve né dans les années 70. Autrement dit : rendre au Mexique son « leadership » de première puissance économique et culturelle en Amérique latine — sans employer un terme qui déplairait souverainement au Brésil.

En proposant aux pays du cône Sud une nouvelle « alliance latino-américaine », le président Fox a parlé en termes modestes de son « désir d'apprendre de ces partenaires auxquels le Mexique est attaché par des liens de famille ».

Les deux conseillers de M. Fox avaient néanmoins décrit clairement, avant leur départ pour le Chili, l'ambition mexicaine de retrouver son prestige — sinon de jouer un rôle de locomotive — sur la scène internationale. En somme, la tournée de l'équipe Fox de Santiago à Ottawa et Toronto pour aboutir à Washington n'est pas seulement un examen de passage dans les grandes capitales des Amériques, mais un voyage d'études *fast track*. Les *flashes* qu'en rapporteront le messager et ses gourous seront déterminants pour le Mexique des six prochaines années — son commerce, ses PME, son système d'éducation à distance, ses communications et même ses caisses d'épargne. Et aussi pour le Sommet de Québec, en avril 2001.

La proposition du bouillant président Fox de créer un marché commun nord-américain (même s'il faudra y mettre 20 ans) a été accueillie une première fois fraîchement à Ottawa et Washington ! « J'en parlerai encore, encore et encore, insiste-t-il entêté et moqueur. Personne n'est satisfait des gains de l'ALENA. Le Canada lui-même peut faire beaucoup mieux au Mexique. »

Puis, prenant le ton séducteur : « Je connais bien le Canada. J'y ai vendu des bottes western et des légumes congelés. J'ai campé avec mes enfants autour du lac Ontario. J'aime le Québec où j'ai séjourné en touriste ou comme gouverneur de Guanajuato. Nous n'avons pas de mal à nous comprendre. Mais nous devons être conscients de nos différences. Ce n'est pas équitable de soumettre les trois pays à des règles similaires dans l'ALENA face aux inégalités qui nous séparent.

« Si vous souhaitez que le Mexique soit un bon voisin, un partenaire moins corrompu, il faut appuyer la croissance sur la solidarité », enchaîne-t-il. Fox a demandé aux Mexicains 1000 jours pour changer le pays. Il veut décentraliser et instaurer les ré-

férendums. Une équipe travaille à moderniser la Constitution et réviser des lois qui horripilent exportateurs et investisseurs.

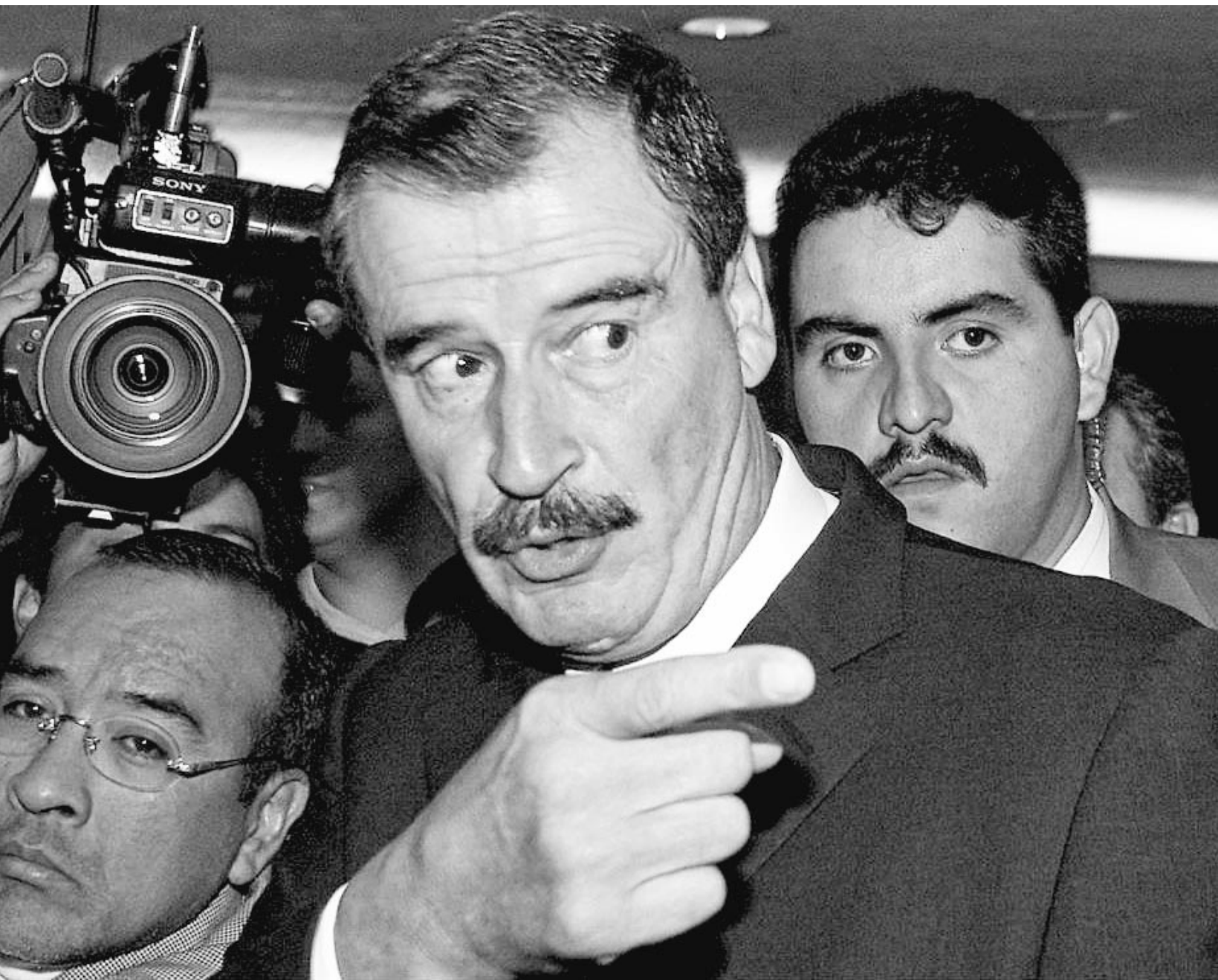
M. Fox veut aussi créer une nouvelle alliance entre son pays et le reste de l'Amérique latine. Là, on pense au vieux dicton : « Qui trop embrasse... » Comment le Mexique pourra-t-il gérer la dizaine d'accords de libre-échange qu'il a signés, auxquels il faudra bientôt ajouter l'accord avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Chili, Uruguay) que Fox s'est engagé à négocier ? « Cette alliance latino-américaine servira les intérêts de l'ALENA, dit-il, car elle créera au sud un grand marché qui en sera le prolongement. Le XXI^e siècle sera le siècle de l'Amérique latine. »

Et la Zone de libre-échange proposée par Clinton à laquelle le Canada s'est rallié et qui est l'objectif du prochain Sommet des Amériques à Québec ? M. Fox veut reprendre l'initiative abandonnée à ses deux partenaires : « C'est un projet réalisable, réplique-t-il sans grande conviction. Ce que souhaite le Mexique c'est d'abord fortifier ses propres accords conclus au nord comme au sud des Amériques. L'exemple des pays européens sera utile. »

En Argentine, le président Fox a été titillé par le fait que ce pays reçoive annuellement le double des investissements étrangers au Mexique : 20 milliards US. « Le Mexique a déjà considérablement augmenté sa productivité. Ma tâche sera d'en faire un pays plus sûr. Le corridor vert proposé par le Canada pour accélérer les échanges est une bonne idée. Le Mercosur peut devenir une autre locomotive économique. C'est la meilleure chose qui puisse nous arriver à tous.

« La situation est la même pour ce qui concerne la lutte contre le trafic de drogues. La certification est inutile. Ce qu'il nous faut, c'est former des alliances à trois, cinq, dix pays et mettre en commun nos moyens pour combattre le crime organisé. »

Assis dans son bureau provisoire, dans une luxueuse résidence que lui a prêtée un ami patron de la deuxième banque du Mexique, le président Fox apparaît comme un grand chasseur qui tire plus vite que son ombre et dans tous les sens, en quête de modèles efficaces. Face à une opinion publique qui se discipline après le ras-le-bol pour ne pas faire exploser la fragile harmonie sociale orchestrée par son nouveau président.



Le président élu du Mexique Vicente Fox s'apprête à rechausser ses bottes de sept lieues pour séduire Ottawa, Toronto et Washington, fin août.

Le « conquistador » porte déjà le poids de lourdes désillusions

Après avoir offert aux pays du cône Sud des retrouvailles et une « alliance stratégique latino-américaine », le président élu du Mexique Vicente Fox s'apprête à rechausser ses bottes de sept lieues pour séduire Ottawa, Toronto (les 22-23 août) et Washington, le 25. Sa victoire aux élections du 2 juillet a semé la déroute dans l'opposition. Toutefois, dans les médias et les rues de la capitale, l'euphorie fait place à la perplexité. Le changement rêvé se muera-t-il en recul dramatique pour la société mexicaine — les femmes d'abord ?

Depuis Brasilia, Santiago et Buenos Aires où il s'est réuni avec ses vis-à-vis du cône Sud, Fox a senti la tension monter après la décision du Congrès de Guanajuato — l'État qu'il a gouverné — d'imposer de trois à six ans de prison à toute femme ayant avorté même après un viol. Le président élu a pris ses distances avec son propre parti, l'Action nationale, rappelant son orientation de centre-gauche.

Mais le PAN — avec sa volonté désuète de contrôle sur les règles et la conduite des femmes, son mépris des pauvres — va bientôt s'installer au Congrès fédéral. Les politiciens du nouveau parti au pouvoir, devenus sénateurs et députés locaux ou fédéraux, tranchent : « L'avortement n'est pas négociable, la vie commence dès le premier instant de la conception. » Le chef de file de cette pensée profonde est un brillant avocat élu sénateur, qui n'a pas encore expliqué la provenance de sa fortune dont trois terrains valant 30 millions US à Acapulco. C'est aussi la position

des évêques. Une députée du PAN, voulant jouer les conciliatrices, lance : « Si j'étais enceinte d'un enfant que je ne souhaite pas, je le mettrais au monde, puis je le donnerais en adoption. C'est la seule solution qui respecte la vie. » Beaucoup de couples étrangers sans enfant s'en réjouiront. Mais quelle adoption ? On recense dans les rues de Mexico 20 000 enfants abandonnés ; 150 000 dans le pays, selon le DIF, l'organisation d'aide à l'enfance. On dénombre jusqu'à 1,5 million d'avortements clandestins par année ; 1500 femmes en meurent. Le travail des enfants — même sur la grande ferme de la famille Fox — demeure la réalité d'un pays en pleine explosion démographique.

À la radio et à la télévision, les animateurs calculent avec une étrange parcimonie les réponses de leurs rares invitées — anxieux d'accorder un temps égal aux porte-parole du clergé et de PRO-VIDA. Les Mexicaines espèrent, il y a une décennie, une décriminalisation prochaine de l'avortement. (Le Code pénal, au Mexique, relève des États.) En réponse, voilà qu'on réduit leurs droits. D'autres États menacent de suivre l'exemple de Guanajuato.

La seule femme au pouvoir — Rosario Robles, chef de gouvernement du District fédéral (la ville de Mexico), 8 millions d'électeurs — annonce la présentation d'un projet de loi à son assemblée législative locale pour élargir la liste des circonstances où une femme pourra réclamer un avortement. Urgence : le Parlement du District fédéral est aux mains de la gauche PRD pour un mois encore ; il passera à l'automne sous domination du parti d'action nationale.

Cela dit, réclamer dans de telles circonstances la simple décriminalisation de l'avortement serait une véritable hérésie.

TPS à la mexicaine

L'autre gaffe de collaborateurs du président Fox a été d'annoncer une réforme fiscale

bien nécessaire mais qui se résume pour l'instant à l'imposition de la taxe de vente sur les aliments et médicaments, épargnés jusqu'ici. Soixante millions de Mexicains sont consternés. Les pauvres ne s'attendaient pas à être mis à contribution pour remplir les caisses de l'État. Surtout pas par un futur ministre des Finances — José Luis Derbez — ayant 15 ans d'expérience à la Banque mondiale, la banque des pays pauvres, alors que les 3500 maquiladoras profitent d'exemptions fiscales au titre d'encouragement à la création d'emplois.

Les Canadiens ayant souvenir de la TPS auront peut-être quelques mots d'encouragement pour M. Fox qui a besoin d'argent pour remplir ses promesses auprès des PME autant que des pauvres et des étudiants. Des Canadiennes ont offert leur appui aux femmes de Guanajuato assommées par l'abolition de leur droit constitutionnel à l'avortement en cas de viol — droit assorti d'un article stipulant que « chaque Mexicaine peut décider librement du nombre de ses enfants ». Le gouverneur de Guanajuato doit encore y apposer sa signature et réfléchir, sous le tollé, à des amendements.

La lune de miel promise au président Fox — tout au moins jusqu'à son installation au pouvoir, début décembre — est compromise. Dans la tempête soulevée par l'avortement et l'annonce d'une généralisation de la TPS mexicaine, le projet foxiste de jouer un rôle de premier plan dans la création d'une zone de libre-échange hémisphérique — objectif du Sommet de Québec en 2001 — se voit assombri par une malheureuse guerre de religions. Y compris au Chiapas où les indigènes sont sollicités, demain, à voter catholiques contre protestants par un candidat non pratiquant au nom biblique : Sami David David ! Cette fois, l'intégrisme n'est pas de M. Fox et d'une exceptionnelle coalition avec la gauche au Chiapas, mais du côté du PRI qui défend son dernier bastion contre une déroute électorale annoncée et définitive.



Al Gore et son colistier, Joe Lieberman. Un choix qui inquiète la communauté noire et qui pourrait coûter des votes aux démocrates.

PHOTO AP ©

La convention de l'anxiété

Les démocrates sont moins confiants que les républicains, et pour cause



Richard Héту

collaboration spéciale
LOS ANGELES

Cette semaine, pendant leur convention nationale de Los Angeles, plusieurs démocrates, et non les moindres, ont admis leurs doutes ou leur anxiété quant à leurs chances de voir élire Al Gore à la Maison-Blanche. Tout le contraire des républicains, qui débordaient de confiance à la fin de leur convention de Philadelphie, il y a deux semaines.

« Je suis inquiet car je sais combien la télé influence une élection, et Gore ne passe pas aussi bien que Clinton à la télé », a déclaré Bill Hanner, professeur d'histoire et délégué du Michigan : « Ça lui nuit. »

C'était mardi. Le lendemain, lors d'un déjeuner-causerie, le sénateur Joe Biden, du Delaware, n'a pas cherché à cacher la vérité. « L'anxiété plane sur cette convention, a-t-il dit aux délégués du Michigan. Nous lisons le journal du matin et nous ne comprenons pas pourquoi un gars comme George W. Bush peut avoir les devants sur un gars du calibre, de l'expérience et du savoir-faire d'Al Gore. »

Même le président a semblé inquiet. À la veille de son discours d'adieu, lors du fameux brunch chez Barbra Streisand où il a récolté dix millions, Clinton a offert ce commentaire politique à ses généreux bienfaiteurs : « Nous pouvons remonter dans les sondages. Mais ça ne se fera pas en un jour. Il faudra travailler chaque jour d'ici le mois de novembre. Vous devrez convaincre chacun de vos amis. »

Clinton est le même homme qui s'était moqué de George W., le traitant de fils à papa, il y a un peu plus de deux semaines. Chez les démocrates, la blague ne fait plus rire personne.

L'ombre de Clinton

Le président est en partie responsable de l'anxiété démocrate. Pendant trois jours, à Los Angeles, il a volé la vedette au vice-président. Samedi et dimanche derniers, il a frayé avec les plus grandes stars de Hollywood, baignant dans leur adulation. Et lundi soir, à l'ouverture de la convention, il a prononcé un discours où son génie politique a servi à défendre sa présidence plutôt qu'à rehausser le prestige de Gore, son fidèle second, qui en avait bien besoin.

« Comme à peu près tout le reste de sa présidence, ce dernier discours portait sur le sujet préféré de Clinton : lui-même », a écrit le doyen des chroniqueurs politiques des États-Unis, David Broder, du *Washington Post*.

Selon Broder, Ronald Reagan, en faisant ses adieux aux républicains en 1988, s'était montré beaucoup plus généreux que Clinton à l'endroit de son fidèle second, George Bush père. À l'époque, Bush se trouvait dans la même situation que Gore. Politicien terne, il tentait de sortir de l'ombre d'un



Al Gore a dû s'interrompre quelques fois à cause de l'enthousiasme des militants démocrates, lors de son discours d'investiture, jeudi soir, à Los Angeles.

PHOTO REUTERS ©

président charismatique. Il y est parvenu, rattrapant puis doublant son adversaire démocrate, Michael Dukakis.

Jeudi soir, sans l'aide de Clinton, Gore a tenté de sortir de l'ombre à son tour. Il s'est présenté pour la énième fois aux Américains. Il a parlé de ses racines au Tennessee, de sa décision de s'engager pendant la guerre du Vietnam, de sa déception au début des années 1970, de son engagement politique, de son père, de sa mère, de sa femme, de ses enfants.

Il a aussi adopté un ton populiste pour parler en détail de son programme politique, qui est peut-être son plus grand atout contre Bush (voir autre texte).

L'antisémitisme noir

Toutes ces confidences et ces propositions permettront-elles à Gore de combler l'écart qui le sépare de Bush (autour de dix points avant la fin de la convention démocrate) ? La réponse ne saurait tarder. Historiquement, le candidat en tête dans les sondages à la fête du Travail a presque toujours remporté l'élection présidentielle des États-Unis. Le vice-président souhaite au moins se rapprocher de son adversaire d'ici là.

Mais la convention de Los Angeles a mis en lumière un

autre problème qui compliquera la tâche de Gore. Les Noirs sont tièdes à l'endroit du ticket démocrate. En 1996, 90 % d'entre eux ont voté pour Clinton, « le premier président noir », pour reprendre l'expression affectueuse utilisée par le comédien Chris Rock.

Cette année, les stratèges démocrates craignent que plusieurs Noirs restent à la maison le 7 novembre, n'étant pas enthousiasmés par Gore et son colistier, Joe Lieberman, deux politiciens centristes.

À Los Angeles, Lieberman a multiplié les rencontres avec les délégués et les politiciens noirs pour les rassurer sur son dévouement à leur cause. Mercredi soir, dans son discours d'acceptation, il a rappelé sa participation à la marche historique de Martin Luther King à Washington en 1964.

Mais le malaise était palpable. Mercredi, parmi les délégués noirs de l'État de New York, le sujet de conversation numéro un était le dernier éditorial de William Tatum, éditeur du plus important journal noir de New York, *The New Amsterdam*. Dans son article, Tatum soutient que Gore a choisi Lieberman comme colistier pour faire plaisir aux juifs qui financent sa campagne.

Interrogé par les journalistes, le révérend Jesse Jackson a refusé de commenter l'éditorial de Tatum. Parler de l'antisémitisme de certains Noirs, c'est tabou.

Le vote des hommes

Les nuages sont nombreux dans le ciel démocrate. Cette semaine, le quotidien *USA Today* a mis en relief un des résultats de son dernier sondage qui a dû faire frémir les stratèges de Gore : 47 % des Américains disent qu'ils ne voteront en aucune circonstance pour le candidat démocrate. Au sein de l'électorat, Gore suscite une réaction encore plus négative que Bob Dole en 1996 et George Bush père en 1992, deux républicains battus par Clinton.

Gore est particulièrement vulnérable chez les hommes de race blanche. Seulement 30 % d'entre eux le préfèrent à Bush, selon un sondage du *Washington Post*. Les autres ne peuvent tout simplement pas le piffer.

Ainsi, en novembre prochain, le vote des hommes blancs pourrait être aussi important que celui des « soccer moms » en 1996. Il y a quatre ans, celles-ci avaient largement jeté leur dévolu sur Clinton, lui permettant de coiffer Dole au fil. Cette année, elles penchent légèrement du côté de Bush, une autre tuile sur la tête de Gore.

Ainsi, malgré les ballons et les confettis de Los Angeles, l'anxiété des démocrates n'est peut-être pas sur le point de disparaître. Entre les républicains et eux, la différence est claire à la fin des conventions.

« Les républicains ont l'impression que la victoire est presque inévitable, qu'ils se dirigent vers la Terre promise », a commenté l'analyste politique Stuart Rothenberg, éditeur du *Rothenberg Political Report*. « Les démocrates pensent qu'ils peuvent gagner, mais ils ne sont pas certains. Derrière la tête, ils ont un doute. »

Gore mise sur les débats

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, LOS ANGELES

Fraîchement couronnés par leur parti respectif, Al Gore et George W. Bush sont maintenant engagés dans le dernier droit de la campagne présidentielle, un long processus commencé l'hiver dernier par les caucus d'Iowa et les primaires du New Hampshire.

Au cours des prochaines semaines, les deux candidats feront campagne dans les États clés de l'élection, notamment ceux du Midwest, multiplieront les publicités dans les médias et s'affronteront dans au moins trois débats télévisés. Les candidats à la vice-présidence, Joe Lieberman et Dick Cheney, croiseront le fer à deux reprises.

Dans la stratégie des démocrates, les débats sont cruciaux. Gore a déjà prouvé son efficacité, voire sa férocité, dans ce type de duel. Face à un adversaire moins expérimenté, il espère marquer des points et prouver sa supériorité.

Pour les démocrates, les débats permettront également de mettre en lumière l'avantage de leur parti relativement aux principaux thèmes de l'élection : impôts, santé, éducation, régime de retraite. Selon les sondages, les électeurs préfèrent l'approche démocrate sur ces questions.

Côté impôts, Gore propose une réduction beaucoup plus modeste que celle de Bush : 500 milliards sur dix ans plutôt que 1,3 billion. Selon le candidat démocrate, la proposition républicaine mettrait en péril le bien-être de l'économie américaine et ne laisserait

rien pour la santé, l'éducation et le régime de retraite.

Sur le plan de la santé, Gore veut offrir une couverture médicale à tous les enfants d'ici 2004. Il s'engage aussi à mettre sur pied un programme pour assurer la gratuité de la plupart des médicaments pour les personnes âgées. Face à ces deux problèmes, Bush propose des solutions laissant à l'entreprise privée l'initiative.

En ce qui a trait au régime de retraite, qui risque d'éclater sous la pression des baby-boomers, Gore propose d'utiliser une partie des surplus budgétaires pour le renflouer. La solution de Bush est plus audacieuse. Le gouverneur du Texas veut permettre aux Américains d'investir une partie de leurs contributions au système fédéral dans des régimes d'épargne-retraite privée. Cette « pri-

visation partielle » du régime de retraite est sacrilège aux yeux des démocrates.

Dans les débats télévisés et sur toutes les tribunes, les démocrates feront également référence à l'État du Texas pour critiquer l'approche de Bush en matière d'environnement, de santé et d'éducation.

« C'est bien que nos adversaires parlent d'environnement », a déclaré Lieberman, mercredi soir, lors de son discours devant la convention démocrate. « Mais je suis désolé de dire que la qualité de l'air et de l'eau au Texas est parmi les pires aux États-Unis. »

Les débats devraient avoir lieu en octobre, entre deux événements sportifs qui détourneront l'attention des Américains de la politique, les Jeux olympiques et la Série mondiale de baseball. Le scrutin aura lieu le 7 novembre.

Plus

Les quatre têtes de l'hydre mafieuse

Malgré une série de coups durs, la puissance économique des organisations criminelles reste intacte

RICHARD HEUZÉ
Le Figaro

Qu'elles s'appellent Mafia en Sicile, Camorra à Naples, N'Drangheta en Calabre ou Sacra Corona Unita dans les Pouilles, les organisations criminelles qui sévissent en Italie recouvrent une même réalité : un enracinement profond dans leur territoire, un puissant patrimoine économique, une capacité à nouer des connivences politiques et à polluer les marchés publics. Pour le président de la commission parlementaire anti-Mafia, Giuseppe Lumia, elles restent extrêmement dangereuses malgré les coups durs qu'elles ont subi ces dernières années.

Le juge ripou et le contrebandier

Bras dessus, bras dessous, le président du tribunal pénal de Lugano (Tessin suisse) et le roi de la contrebande de « blondes » s'étaient fait photographier par des carabiniers déguisés en touristes à Porto Cervo, sur un yacht luxueux appartenant au trafiquant de cigarettes. L'un et l'autre se retrouvent en prison dans la Confédération helvétique tandis que le parquet de Bari (Pouilles) vient de mettre en examen 87 personnes impliquées dans un trafic colossal de cigarettes et de recyclage d'argent sale.

Malfrat napolitain de gros calibre, Franco Cuomo, âgé de 54 ans, possède quatre licences d'exportation de cigarettes délivrées par l'État du Monténégro. Son réseau avait la haute main sur le florissant trafic de contrebande avec l'Italie. La Camorra napolitaine achète ces cigarettes à la « Sainte Couronne Unie », la Mafia des Pouilles, et se charge de les acheminer dans toute l'Europe.

Hâbleur, aimant la belle vie, Cuomo se montrait souvent sur la Côte d'Azur, ou encore à Porto Cervo. En avril dernier, il s'était fait interviewer à Rotterdam par des journalistes italiens : « Certes, j'achète et je vends du tabac. Quel mal y a-t-il ? » Il envisageait même de participer, avec une société offshore, à la privatisation de la Régie italienne des tabacs pour la donner en concession à des « amis » du Monténégro, contrebandiers comme lui.

Ses relations avec Franco Verda, l'un des principaux magistrats du Tessin suisse, homme de belle prestance âgé comme lui d'une cinquantaine d'années, remontent à 1996. Elles ont été établies par Désirée Rinaldi, femme séduisante d'une trentaine d'années, à l'époque la compagne du magistrat, aujourd'hui son épouse. Avocate de profession, elle était le défenseur du truand. Désirée administrait aussi la société suisse d'eaux minérales San Bernardino.

Pressée par les banques à la suite de déboires financiers, elle avait fait appel à Cuomo qui lui avait prêté sans discuter 350 000 francs suisses (315 000 \$ CAN) au début 99. De son côté, le président du tribunal aurait reçu 800 000 francs suisses (720 000 \$ CAN) de Marco Cuomo, le fils du truand. En mai 99, le juge assiste sur la Costa Smeralda au lancement d'un yacht de luxe, Artema (aujourd'hui mis sous séquestre à Gênes), qui a coûté au truand la bagatelle de 31 millions de francs (6,8 millions \$ CAN).

Le 11 mai dernier, Marco Cuomo est arrêté à Zurich. Dernièrement, c'était au tour du juge Verda et de Franco Cuomo. Puis, à celui de Désirée Rinaldi, la femme du magistrat, accusée de recyclage. Le procureur de Bari Giuseppe Scalsi implique d'inquiétants personnages : d'abord Francesco Prudentino, un lieutenant du patron de Catane, Nino Santapaola. Prudentino, qui est en fuite, est un pilier de la nouvelle Mafia. Il gère une flottille de vedettes rapides de contrebande en utilisant pour prêter-noms des chômeurs et des retraités. Le procureur Scalsi estime Cuomo et Prudentino « proches du juge Verda ».

Parmi les autres personnages mis en examen figurent Felice Cuntrera, chef du cartel de Medellín, Albert Sammah, un recycleur notoire, et deux Suisses : l'ancien directeur de la filiale de Lugano de la BNP Alexander Hagsteiner, qui aurait joué un rôle actif dans le recyclage, et Alfred Bossert, dont la société suisse, Intercambi, est la cheville ouvrière du trafic.

Mario Cuomo est accusé d'être « le promoteur, l'organisateur et le dirigeant » du cartel de la contrebande. Le juge Verda est impliqué pour ses liens présumés avec le gang.

L'année 1992 marque un tournant. Le 23 mai, le juge Giovanni Falcone, symbole de la lutte contre la Mafia, sa femme Francesca et trois agents d'escorte meurent dans l'explosion d'une bombe d'une demi-tonne au passage de leur cortège, sur la route de l'aéroport de Palerme. Deux mois plus tard, c'est au tour d'un autre magistrat, Giovanni Borsellino. Ces assassinats suscitent une forte réaction dans les institutions et la société civile. C'est par centaines, grâce au précieux concours des « repentis », que les mafieux sont arrêtés dans les années suivantes. À commencer, en janvier 1993, par l'organisateur des deux attentats, le parrain des parrains, Toto Riina, un chef de bande rustre et sanguinaire qui avait brutalement mis sous sa coupe tous les clans siciliens.

Gagnée sur le plan militaire, la bataille est loin de l'être au plan économique. Le patrimoine de la Mafia est resté largement intact. Un autre boss, l'insaisissable Bernardo Provenzano, fugitif depuis 30 ans, a repris les rênes et la réorganise en évitant soigneusement toute confrontation avec les institutions. « Elle n'en est pas moins dangereuse et doit être frappée avec la plus grande sévérité », déclare Giuseppe Lumia.

D'autres organisations criminelles pourraient suivre son exemple : c'est déjà le cas d'une faction de la Camorra napolitaine, celle de Caserte, traditionnellement proche de la Mafia. Et de la N'Drangheta calabraise, sans doute la moins bien connue et la mieux organisée d'entre toutes. Fortement implantée à Milan, très présente à l'étranger, en Al-

lemagne surtout, la N'Drangheta a la haute main sur le trafic de la cocaïne.

Dans les Pouilles, enfin, sévit la Sacra Corona Unita (Sainte Couronne Unie), organisation criminelle de fraîche date qui a fait alliance avec les pègres d'Albanie et du Monténégro spécialisées dans la contrebande de cigarettes, le passage de clandestins et la prostitution. Inspirée et contrôlée par la Camorra et la N'Drangheta auxquelles elle paie une redevance, cette Mafia a transformé en quelques années les Pouilles en véritable Far West. Depuis peu, l'État lui fait une guerre intensive.

Nous entamons aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur ces quatre mafias.

Les Mafias italiennes

<p>MAFIA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extorsion, racket • Trafic de drogue • Contrôle des adjudications <p>Chefs: Bernardo Provenzano (Palerme) Nino Santapaola (Catane)</p>	<p>CAMORRA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prostitution • Extorsion • Contrebande • Marchés publics <p>Clan à Caserte (Camorra «mafieuse»): Casarecia</p> <p>Clan à Naples (Camorra «jeune»): Lago, Contini, Grimaldi</p>	<p>SACRA CORONA UNITA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrebande de cigarettes • Trafic d'immigrés • Prostitution 	<p>N'DRANGHETA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extorsion • Trafic de drogue <p>Clan: Musolino, Morabito, Piromalli, Libri</p> <p>Également implantée en Allemagne</p>
---	---	---	---

STIDDA
Variante de la Mafia, à Gela

Infographie La Presse

Naples, royaume de la Camorra

La flaque de sang inonde l'asphalte. Une pelletée de terre lancée à la volée par un concierge n'a pas suffi à l'éponger. Le corps vient tout juste d'être enlevé. Giuseppe Falandra se croyait le plus fort: ce petit entrepreneur en bâtiment de 47 ans avait refusé de payer le « pizzo », « l'impôt » prélevé par la Camorra sur toutes les activités de la métropole napolitaine.

À une vingtaine de kilomètres de Naples, les clans de Torre del Greco, ville-fourmilière accrochée aux pentes du Vésuve, ont voulu faire un exemple. Plutôt que de l'abattre devant chez lui, dans un quartier isolé, deux tueurs en moto l'ont abattu en plein centre-ville, un vendredi, à l'heure de l'apéritif, au milieu de la foule. Quand la police est arrivée, elle n'a trouvé aucun témoin. Simple-ment des curieux. Ainsi va la vie à Naples.

Giuseppe Falandra est la 67^e victime de la Camorra depuis le début de l'année. C'est à Bagnoli, un quartier de Naples à l'autre ex-

trémité de la rade, que les règlements de comptes sont les plus sanglants. Récemment, trois bandits encagoulés ont tiré à la mitrailleuse en plein marché. « C'était comme à OK Corral. Une véritable pluie de balles s'est abattue sur la foule », témoigne Pasquale, un passant. Le mitraillage n'a fait miraculeusement que trois blessés.

En revanche, la cible des tueurs, un vendeur de cigarettes de contrebande, est parvenue à s'échapper. Là aussi, pas de témoins. Les commerçants restent muets. Aucun ne se trouvait d'ailleurs là ce mardi. C'est l'omertà, la loi du silence.

« À Bagnoli, une guerre est en cours entre familles historiques de la pègre locale, explique le substitut Rafeale Cantone. C'est à qui s'imposera en prévision des énormes adjudications publiques qui doivent concerner tout le secteur. La Camorra ne rançonne plus les entreprises qui obtiennent les appels d'offre. Elle leur impose ses fournisseurs agréés. Au bout du compte, tout passe par elle. »

Selon le magistrat, la Camorra s'est réorganisée après une série de coups durs infligés dans les années 94-95. Une vingtaine de clans contrôlent aujourd'hui le centre de Naples. « À la différence des mafieux qui cherchent des connivences politiques, les camorristes se contentent de prélever leur dû sur toutes les activités. Ils exercent un pouvoir essentiellement économique, explique un expert. Ce sont des hommes très respectueux de l'autorité en place. Ils préfèrent éviter la confrontation. Ce ne sont pas eux qui abattraient des juges et des policiers en pleine rue, comme la Mafia sicilienne. S'ils nouent des alliances internationales, en Europe de l'Est surtout, c'est ponctuellement, pour affaires. »

Le racket reste leur activité principale et nul n'y échappe. Ainsi, un magasin d'articles religieux, situé en pleine Via Duomo, à deux pas de la cathédrale abritant les reliques de Saint-Janvier, a été contraint de payer le « pizzo » à deux clans, car il se trouvait à la limite de leurs zones d'influence.

« Personne n'a jamais levé le petit doigt pour se débarrasser de la Camorra, constate Marco de Marco, directeur de l'influent *Corriere del Mezzogiorno*. Il s'agit d'une perversion toute napolitaine. Quand la Camorra dérange trop ou risque de ternir l'image de la ville,

on feint tout simplement de l'ignorer. C'est ce qui s'est passé pendant les sept dernières années, du temps de l'ancien maire Antonio Bassolino, aujourd'hui président de la région. Aucune adjudication publique n'ayant eu lieu sous son mandat, on a feint d'interpréter la paix relative qui semblait s'être instaurée comme un succès des pouvoirs publics. »

Tout risque de changer avec la pluie de subventions publiques qui va tomber sur Bagnoli. Cette banlieue de 40 000 habitants qui a poussé de manière anarchique face aux îles de Procida et Capri, est le lieu d'un complexe sidérurgique aujourd'hui désaffecté. Entre la splendeur de la rade et le délabrement de la cité, le contraste est saisissant. Cet automne, le Parlement approuvera un décret prévoyant un milliard d'euros (1,35 milliard de dollars) pour la bonification des terrains. La spéculation bat déjà son plein. Les immeubles du front de mer ont quadruplé de valeur en quelques années. Les plans d'urbanisme sont ambitieux : construction d'un complexe touristique, d'un parc de PME, d'une zone résidentielle.

« Rien ne verra sans doute le jour, déclare Marco de Marco. En sept ans, tout juste a-t-on pu abattre quelques cheminées d'usine. Mais la Camorra livre déjà une guerre de position. »

Il y a quelques jours, un jeune homme de dix-sept ans a été abattu par un policier devant la base américaine d'Agnano. Le jeune écervelé jouait au rodéo sur sa grosse moto, sans casque, pour épater les filles et narguer le policier. « Attrape-moi si tu peux! » a lancé le jeune motocycliste. Le policier a dégainé et tiré. Il a été ensuite incarcéré et inculpé d'homicide volontaire. Cela n'a pas suffi à calmer la population, qui a manifesté sa colère. Des jeunes ont sillonné les rues tête nue, à trois sur des Vespa. Bravade ? Non, ordre donné par la Camorra. Par souci d'apaisement, le préfet a retiré la police des rues pendant huit jours...

Pour Angelo Cannavaciolo, écrivain de talent qui raconte cette histoire édifiante, Bagnoli, c'est « le pays de la folie ordinaire, une sorte de ville-frontière où l'illégalité rivalise chaque jour avec l'État ».

DEMAIN: Une petite ville de Sicile vit au rythme d'un attentat par jour.



PHOTO THÉQUE, La Presse

Le 23 mai 1992, le juge Giovanni Falcone, sa femme Francesca et trois agents d'escorte mouraient dans l'explosion d'une bombe d'une demi-tonne au passage de leur cortège, sur la route de l'aéroport de Palerme.

Politique



PHOTOTHÈQUE, La Presse®
Claudette Bradshaw se réjouit d'un investissement de... 32 000 \$.

Un train de subventions... électorales

Sept ministres pour annoncer 51 projets totalisant... 6,4 millions

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Un gouvernement qui se prépare à déclencher des élections, c'est bien connu, a toujours tendance à multiplier subitement les annonces de subventions.

À voir l'énergie déployée cette semaine par le gouvernement Chrétien pour quelques travaux de réfection de passages à niveau, il semblerait bien que le train électoral soit sur le point de sortir de gare.

Pas moins de sept ministres — le quart du cabinet — ont été mis à

contribution un peu partout au Canada pour annoncer en grande pompe un investissement fédéral de 6,4 millions destiné à la réfection de 51 passages à niveau du réseau de chemin de fer.

Jamais si modeste annonce n'aura mobilisé autant de ministres; rarement une aussi petite

somme aura permis au gouvernement fédéral de faire son autopromotion de l'Atlantique au Pacifique.

La ministre du Travail, Claudette Bradshaw, par exemple, s'est réjouie d'un investissement de 32 000 \$ pour l'amélioration d'un passage à niveau à Memramcook, au Nouveau-Brunswick.

Sa consœur de la Justice, Anne McLellan, a quant à elle exploité au maximum la subvention de 685 000 \$ versée par son gouvernement pour cinq passages à niveau.

Ottawa y a mis toute la gomme: sept ministres pour répandre la

bonne nouvelle et 20 pages de communiqués, qui reprenaient tous exactement le même texte.

En comparaison, les ministres de la Défense, Art Eggleton, et des Travaux publics, Alfonso Gagliano, ont mis moins de 30 minutes et ont publié un modeste communiqué, jeudi, pour annoncer l'achat prochain de 28 hélicoptères au coût de trois milliards.

Il faut croire que les trains sont meilleurs vendeurs que les hélicoptères en période préélectorale.

Conseil national du PQ: la langue, toujours la langue

PAUL ROY
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les « purs et durs » du PQ ne veulent pas que leur parti se présente les mains vides aux états généraux sur la langue qui débiteront à la mi-octobre.

Aussi, diverses propositions seront-elles débattues au conseil national de Trois-Rivières, le week-end prochain, demandant au Parti québécois d'y proposer un renforcement de la loi 101.

Les plus gourmands sont sans doute les militants de Rosemont, qui réclament: l'abolition de la loi 86 (ou le retour à l'unilinguisme français dans l'affichage); l'extension au secteur privé de l'obligation de fréquenter les écoles françaises; l'obligation pour les francophones et les allophones de faire leurs études collégiales en français; l'obligation pour un établissement ou un organisme public de fournir des services en anglais uniquement lorsque cet établissement ou cet organisme dessert un bassin de population comprenant une majorité d'anglophones au sens de la loi 101.

Les militants de Sherbrooke réclament pour leur part un renforcement de l'article 46 (langue du travail) de la loi 101. Ils proposent notamment que la Charte de la langue française prévoie « une juste réparation » quand l'Office de la langue française conclut à un cas de discrimination.

De leur côté, les militants de Mercier et de Laurier-Dorion demandent au conseil national de convoquer un conseil national élargi et spécial qui définira la position du PQ en vue des états généraux.

Les péquistes de Laurier-Dorion disent vouloir contrer la « défrancisation » de la région métropolitaine et, à moyen terme, de l'ensemble du Québec.

Les états généraux, qui seront présidés par l'ex-président de la CSN Gérard Larose, se dérouleront de la mi-octobre 2000 à la mi-avril 2001. Ils devraient permettre au gouvernement Bouchard de présenter, à l'automne 2001, une refonte de la Charte de la langue française.

Plusieurs avaient soutenu que leur annonce avait permis au chef péquiste de sortir du congrès de mai dernier sans trop de controverse. Mais toute bonne chose ayant une fin, M. Bouchard va réentendre parler de la langue en fin de semaine prochaine, à Trois-Rivières.

Il entendra également parler de souveraineté quand l'association péquiste de Marie-Victorin réclamera une accentuation des efforts pour la promouvoir.

Les militants de Notre-Dame-de-Grâce demanderont pour leur part au ministre de l'Éducation d'intervenir en faveur des écoliers francophones dans le litige qui oppose leurs parents à la Commission scolaire de Montréal concernant la vocation des écoles du quartier.

Les péquistes de Rosemont — encore eux — demanderont l'abolition des régies régionales de la santé et leur remplacement par des directions régionales relevant du ministère. Ils proposeront également de diminuer le volume d'immigration, de 2001 à 2003, « de façon à ce que ce volume cesse d'excéder la capacité d'accueil de la société ».

En tout, 27 propositions seront étudiées par les militants péquistes, allant de la création d'un congé parental du Québec à la sauvegarde des 112 petits abattoirs du Québec, menacés par un projet de modification de la Loi sur les produits agricoles.

Bernard Landry s'élève contre le machiavélisme d'Ottawa

MATHIEU BOIVIN
Presse Canadienne

Le ministre québécois des Finances, Bernard Landry, dénonce le machiavélisme d'Ottawa, qui « transforme le gouvernement national des Québécois en régie régionale de la santé ».

« On voit bien leur stratégie machiavélique, a commenté hier M. Landry au cours d'un point de presse. Ils ont coupé dans les transferts pour la santé pour accumuler des surplus de leur côté, tandis que les provinces ont moins d'argent pour répondre à des besoins grandissants, avec le vieillissement de la population et les changements technologiques. »

Vient inévitablement un moment où, selon le ministre, « les fédéraux nous demandent: fermez-vous l'urgence de Saint-Luc, ou bien votre délégation générale à Paris? C'est un scandale, même pour un fédéraliste. »

Selon M. Landry, Ottawa ne défraierait à l'heure actuelle que 13 pour cent du coût des services de santé au Québec, alors qu'il s'était engagé, sous le gouvernement de Robert Bourassa, à couvrir 50 pour cent des dépenses.

Cette stratégie de désengagement financier « transforme le gouvernement national des québécois en simple régie régionale de la santé », s'indigne-t-il.

Pour Bernard Landry, si le premier ministre fédéral, Jean Chrétien, laisse miroiter quelque transfert supplémentaire, « c'est pour pouvoir tout régenter » à sa guise.



PHOTO PC
Le chef conservateur, Joe Clark, et le leader de l'Action démocratique au Québec, Mario Dumont, se sont rencontrés, jeudi, à Québec. Les deux hommes ont discuté économie, mondialisation, environnement, fiscalité et paix constitutionnelle.

Dumont réclame plus d'autonomie pour les centres locaux de développement

Presse Canadienne
CHICOUTIMI

Le chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, estime que l'étude réalisée par le professeur Sergieh Moussaly, de l'Université du Québec à Chicoutimi, à propos de la contribution du gouvernement provincial au développement économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean, reflète une réalité que partagent d'autres régions du Québec.

Dans son rapport, dont les grandes lignes ont été dévoilées au début du mois, l'enseignant a établi qu'à chaque année, la région versait au gouvernement provincial de 300 à 400 millions de plus que ce qu'elle reçoit de lui.

Prenant appui sur ce constat, Mario Dumont a profité de son passage au Saguenay, hier, pour renchérir sur ce thème. Lui aussi partage les vues du professeur Moussaly à l'effet que le gouvernement n'accorde que des miettes aux régions.

« Ce portrait rejoint nos préoccupations et c'est le même qu'on pourrait brosser pour l'ensemble des régions, a-t-il mentionné. Elles se font amuser par le gouvernement, il leur donne de petits montants pour lesquelles elles doivent toujours se battre, ce qui ne les empêche pas de vivre un véritable exode de leur argent.

Le développement des régions sera l'une des questions qui seront abordées à Alma, à la fin d'octobre, au cours du prochain conseil général de l'ADQ. Dans l'esprit du chef, il ne

sera possible d'améliorer la situation hors des grands centres qu'en initiant une véritable décentralisation des pouvoirs.

« Si on veut que les jeunes restent dans les régions, il faut leur donner les outils nécessaires pour faire du développement, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Nous avons même le pire de deux mondes, puisque Québec a créé une nouvelle structure, les centres locaux de développement (CLD), sur laquelle il exerce un contrôle considérable », avance-t-il.

Mario Dumont perçoit les CLD comme des satellites de l'administration provinciale, des structures soumises à une kyrielle de règlements et dont les nominations sont supervisées à distance. À ses yeux, cette approche doit être abandonnée au profit d'une plus grande autonomie décisionnelle.

« Nous allons amorcer une réflexion là-dessus en prévision du conseil général. Je crois qu'en utilisant les organismes déjà en place, il y aurait moyen de garnir le coffre d'outils des régions et de leur permettre de se développer dans les domaines où elles jugeront opportun de le faire », signale Mario Dumont, en substance.

Il préfère cette avenue à celle que certains commencent à promouvoir au Saguenay, laquelle se traduirait par la création d'un gouvernement régional. « Si ça ajoute une nouvelle structure, je ne suis pas d'accord », tranche le chef de l'ADQ.

Le temps joue en faveur du PC, estime Joe Clark

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

Le temps joue en faveur des conservateurs et surtout au Québec, soutient leur chef, Joe Clark.

À son avis, lorsque les idées de l'Alliance canadienne et de son chef, Stockwell Day, seront mieux connues du grand public, les conservateurs referont des gains dans la faveur populaire.

M. Clark a admis que son parti avait des problèmes mais, a-t-il nuancé, le retour au bercail de Pauline Browes est révélateur du regain de vie qui anime le Parti conservateur. Mme Browes, qui fut ministre sous Brian Mulroney et Kim Campbell, avait quitté le PC pour appuyer Tom Long dans la course au leadership de l'Alliance canadienne. Elle est retournée chez les conservateurs, jeudi.

« Il y en a plusieurs autres comme elle qui nous ont quittés brièvement pour appuyer Tom Long et qui sont revenues avec nous. Avec le temps, il y a des gens qui constatent que M. Day n'a pas les qualités qu'ils croyaient. Je suis confiant que l'avenir est prometteur pour les conservateurs », a déclaré M. Clark, en visite à Québec, hier.

Il ne nie pas que son parti passe à travers une zone de forte turbulence mais ne croit pas que l'Alliance canadienne ait réussi à faire une percée au Québec au détriment des conservateurs.

Joe Clark soutient que les Québécois considéreront bientôt le PC comme la seule véritable solution de rechange au Parti libéral de Jean Chrétien et au Bloc québécois de Gilles Duceppe.

« M. Day est nouveau et il attire l'attention mais maintenant l'analyse commence. Moi, j'ai été analysé, je suis connu du public canadien et, en fin de compte, les gens préféreront quelqu'un dont ils connaissent les idées. C'est ça notre grand avantage, ici au Québec », a expliqué M. Clark.

« Nous sommes un parti de principes, peut-être avec des problèmes, mais un parti de principes. C'est ce que ça prend pour former un gouvernement pancanadien », a-t-il ajouté en rappelant qu'un dirigeant de l'Alliance canadienne avait insulté les Maritimes en déclarant que les gens n'y étaient pas enclins à travailler.

Les conservateurs se réuniront aujourd'hui à Longueuil pour établir un plan d'attaque en vue des prochaines élections fédérales que Joe Clark prévoit au printemps 2001.

Le PLQ va bouleverser la paix sociale, estime le PQ

MICHEL HÉBERT
Presse Canadienne, QUÉBEC

Le Parti libéral de Jean Charest propose une remise en cause des fondements de la société québécoise qui risque de perturber la paix sociale, a soutenu hier la vice-présidente du Parti québécois, Marie Malavoy.

« Le modèle de Jean Charest propose une confrontation avec les partenaires de la société plutôt qu'une mobilisation de leurs forces pour faire progresser le Québec », a-t-elle déclaré en entrevue avec la Presse canadienne.

Elle estime qu'en voulant « mettre fin à la domination des groupes d'intérêts sur le bien commun », le PLQ veut museler les syndicats, les associations étudiantes et les groupes socio-économiques et communautaires.

« En diminuant le rôle du mouvement syndical, qui parlera au nom des travailleurs? En affaiblissant les associations



Bernard Landry

étudiantes, qui défendra les intérêts des étudiants? Qui défendra les défavorisés? Doit-on diminuer l'influence du Conseil pour la protection des malades? », a demandé hier Mme Malavoy, appelée à commenter les propositions que les membres du PLQ débattent en octobre prochain.

« À mon avis, ça va certainement affaiblir la société québécoise », a-t-elle insisté.

« La société québécoise en est une de concertation (...) alors le Conseil du patronat joue un rôle, l'Alliance des manufacturiers aussi, de même que la CSN et la FTQ. Si la FTQ, en particulier, ne jouait pas le rôle qu'elle joue dans la société, est-ce qu'on aurait le Fonds de Solidarité? Est-ce qu'on aurait la paix industrielle que nous avons et la concertation

que nous avons depuis des années? », a commenté de son côté le vice-premier ministre, Bernard Landry, à Laval hier.

Il juge que Jean Charest devrait s'expliquer un peu plus sur ce sujet.

Les libéraux ont avancé plusieurs propositions dont l'adoption d'une charte des droits des patients qui assurerait une meilleure qualité de soins à tous les Québécois. Mais quelle portée aurait un tel document et à qui s'adressera-t-il si l'on nie l'influence et le rôle joué par le Conseil provincial des malades? s'interroge Marie Malavoy.

Au lieu de vouloir chambarder le modèle québécois, dit-elle, le Parti libéral devrait plutôt se trouver une position constitutionnelle.

Après deux ans à la tête du PLQ, Marie Malavoy soupçonne Jean Charest de n'avoir rien à proposer aux Québécois. Il choisit de « rester muet », et cela en dit long, selon elle, sur « sa volonté de défendre les intérêts des Québécois ».

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



MEXIQUE

Élections au Chiapas

■ Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui dominait jusqu'en juillet la vie politique mexicaine, devrait subir demain sa seconde défaite électorale, le candidat de l'opposition partant favori pour le poste de gouverneur de l'État du Chiapas. Pablo Salazar, un sénateur indépendant de 46 ans qui a rompu avec le PRI, conduit l'Alliance pour le Chiapas, coalition de huit partis comprenant notamment le Parti de la révolution démocratique (centre-gauche) et le Parti d'action nationale (conservateur). Il est crédité dans les sondages de quelque 20 points d'avance sur le candidat du parti au pouvoir dans cet État, Sami David.

d'après AFP

NATION UNIES

Plus de réfugiés

■ Le nombre de personnes assistées par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans le monde est passé d'un peu moins de 15 millions en 1990 à plus de 22 millions au début de cette année, selon des statistiques publiées hier à Genève. Au 1^{er} janvier, on comptait 22,2 millions d'habitants de la planète recevant des secours du HCR, dont 7,3 millions en Asie, 7,2 millions en Europe et 6,2 millions en Afrique. De ce nombre, 11,6 millions étaient des réfugiés, 1,1 million des demandeurs d'asile, 2,5 millions des rapatriés, 6,9 millions des personnes déplacées « et autres ». Un an auparavant, ils étaient 21,4 millions dans le monde, l'augmentation en une année étant largement due à la crise du Kosovo, qui a accru d'un million en Europe le nombre de personnes recevant une assistance du HCR.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

À la Douma

■ L'élection législative prévue pour demain en Tchétchénie afin de désigner l'unique député tchétchène à la Douma (chambre basse du Parlement russe) se fera sous haute surveillance, les militaires russes redoutant une recrudescence des opérations indépendantistes. La Tchétchénie n'avait pas participé le 19 décembre dernier aux législatives russes en raison des combats acharnés qui se déroulaient alors dans la république rebelle. Le président indépendantiste tchétchène, Aslan Maskhadov, a qualifié jeudi cette élection d'anti-constitutionnelle et a appelé à châtier les candidats, déclarés « hors-la-loi ». La population aura à choisir entre 13 candidats, dont les programmes diffèrent peu les uns des autres. La commission table sur 495 000 électeurs, sans compter les réfugiés tchétchènes qui ne sont pas encore enregistrés. Des urnes seront disponibles pour les réfugiés tchétchènes dans les républiques voisines d'Ingouchie et d'Ossétie du Nord. Au total, 385 bureaux de vote seront ouverts, dont huit destinés aux militaires russes.

d'après AFP

TUNISIE

Retour du Monde

■ Après quasiment une année d'absence, le quotidien français *Le Monde* a fait sa réapparition hier dans les kiosques à journaux de Tunis, au grand bonheur de son fidèle lectorat. Interdit de distribution depuis septembre dernier à la suite de la publication d'articles critiques envers le régime tunisien, le journal français, dont le président tunisien Ben Ali s'est déclaré être un lecteur assidu, a vu sa suspension prolongée pour avoir refusé d'accorder aux autorités tunisiennes un droit de réponse. Les écrits incriminés comportaient « des contre-vérités », selon les dires du chef de l'État tunisien, qui avait publiquement soulevé cette question en mai dernier lors d'une intervention télévisée. On ignore cependant si cette levée d'interdiction englobe aussi les autres publications du quotidien, dont *Le Monde diplomatique*, et le journal *Libération*, objet d'une mesure similaire.

d'après AP

Gore et Bush ne mettent pas de temps à engager les hostilités

d'après AFP
PRAIRIE DU CHIEN

Le candidat démocrate, Al Gore, et son rival républicain, George W. Bush, ont engagé leur duel pour la Maison-Blanche dès le lendemain de la convention démocrate, le premier sur un bateau le long du mythique Mississippi, le second dans le fief du vice-président.

À bord du *Mark Twain*, le vice-président démocrate et son co-listier, Joseph Lieberman, traverseront plusieurs États importants sur le plan électoral du centre du pays.

Avant d'embarquer sur le navire orné de nombreux drapeaux américains, Gore a déclaré à LaCrosse, dans le Wisconsin, que « ce combat tourne entièrement autour de l'avenir de notre pays et de ce qu'il advient des familles qui travaillent. Ne perdez jamais de vue que ceci est un combat ».

Reprenant un thème de son discours d'investiture de jeudi soir à

Los Angeles, le vice-président américain a réaffirmé que la réforme du mode de financement des campagnes électorales serait sa première

priority. Aux côtés de son épouse Tipper Gore, de Joe Lieberman et son épouse Hadasah, il a également réitéré devant une foule de partisans ses promesses d'investir dans l'éducation, la santé, les retraites fédérales.

En campagne sur les terres d'Al Gore, dans le Tennessee, George W. Bush a pour sa part dénoncé un « catalogue de promesses pour tenter de cacher de vieux échecs ». « Une liste de promesses sans priorité, ni vision » d'avenir, a-t-il lancé.

« Bien qu'il ait tenté de toutes ses forces de se distancer des chances gachées par sa propre administration, le discours du vice-président nous a rappelé le choix fondamental de cette élection : voulons-nous quatre ans de plus de Clinton-Gore ou voulons-nous

donner un nouveau départ à l'Amérique ? » a demandé le gouverneur du Texas.

Il s'est moqué de la promesse faite par Gore de réformer le financement des campagnes électorales en ironisant sur le passé du vice-président, à qui on a reproché d'avoir, en 1996, mené une collecte de fonds illicite dans un temple bouddhiste en Californie et lancé des appels non autorisés à des donateurs depuis la Maison-Blanche.

« Il faut que nous réformions nos lois », a cependant admis le candidat républicain : « J'ai une bonne idée de ce qu'il faut faire et je me réjouis de pouvoir travailler pour cela avec mon ami John McCain ».

Adversaire malheureux de Bush pendant les élections primaires républicaines, désormais rallié au candidat républicain, le sénateur McCain a pris pour cheval de bataille une limitation des fonds donnés par les entreprises aux partis politiques.

Bush a par ailleurs insisté sur ses thèmes de campagne : priorité à l'éducation, utilisation du surplus budgétaire pour des baisses d'impôt (ce qui refusent les démocrates) et efforts en faveur des forces armées.

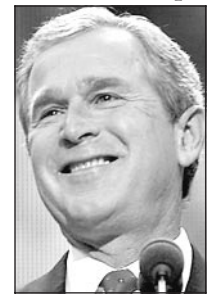
Bush a de nouveau dit qu'il vou-

lait restaurer « l'honneur et la dignité » de la Maison-Blanche, au lendemain d'un rebondissement de l'affaire Lewinsky avec l'annonce par un procureur que le président Bill Clinton pourrait être inculpé après la fin de son mandat, le 20 janvier prochain, si une chambre d'accusation en décidait ainsi.

Mais le camp démocrate s'affichait déterminé à ne pas se laisser perturber par cette péripétie judiciaire, que de nombreux démocrates croient orchestrée par les républicains.

« Nous avons tourné la page et ouvert un nouveau chapitre de l'histoire des États-Unis qui va nous mener à l'élection du prochain grand président, Al Gore », a déclaré Joe Lieberman.

Le navire de 36 mètres de long qui descend le Mississippi traversera les États du Wisconsin, de l'Iowa et de l'Illinois avant d'arriver à Hannibal, dans le Missouri, ville natale de l'écrivain Mark Twain, créateur des personnages de Tom Sawyer et d'Huckleberry Finn.oss



George W. Bush



PHOTO AP

Brèves retrouvailles

Le Coréen du Nord Ri Yong-Su, âgé de 66 ans, s'est agenouillé devant sa mère, Kim Song-Ja, 88 ans, qu'il a revue cette semaine à Séoul après une séparation de 50 ans causée par la guerre qui a ravagé ce pays de 1950 à 1953 et qu'il a quittée à nouveau hier pour retourner au Nord. Cent personnes du Sud et autant du Nord ont retrouvé pendant quatre jours un parent vivant dans l'autre entité politique.

Un maire mexicain ne tient pas ses promesses: 4 morts

d'après AFP, MEXICO

Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées lors d'affrontements entre partisans de deux groupes politiques rivaux hier à Chimalhuacan, à 45 km à l'ouest de Mexico. Les heurts ont eu lieu près de la mairie de Chimalhuacan alors que le nouveau

maire, Jesus Ramon, membre du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), entrait en fonctions. Les incidents auraient été motivés par le fait que le maire ait refusé de tenir des promesses d'embauche dans l'administration municipale faites à certains de ses partisans lors de la campagne électorale.

REPÈRES / France

Les concessions à la Corse donnent des idées aux Bretons

Agence France-Presse
RENNES

Le débat sur l'autonomie de la Corse a ravivé les revendications régionalistes en Bretagne, même si l'ensemble de la classe politique locale s'accorde à dire que les deux situations ne sont en rien comparables.

« La Corse fut un déclencheur mais elle ne doit pas servir de modèle », a affirmé Josselin de Rohan, président du Conseil régional de Bretagne, qui réagissait à la tribune de Lionel Jospin parue dans le *Nouvel Observateur* sur le processus de Matignon.

Ce processus, qui vise à donner davantage d'autonomie politique à la Corse, a relancé les aspirations décentralisatrices au sein de la classe politique bretonne, toutes tendances confondues.

Les plus modérés parlent d'une décentralisation approfondie, les autres d'autonomie, mais personne, hormis des noyaux très minoritaires comme Emgann (gauche), n'évoque l'indépendance.

« Demander le même statut que la Corse n'a aucun sens mais un mouvement de décentralisation est en marche et Jospin en a pris conscience. Il est temps de respecter les spécificités des régions », estime Jean-Yves Cozan, vice-président du Conseil régional de Bretagne et figure emblématique de l'identité bretonne.

Les élus bretons font valoir que leur région possède une identité spécifique, liée à sa géographie et à sa langue, qu'une décentralisation accrue permettrait de valoriser, sans pour autant remettre en cause le principe de nation.

Selon le député socialiste de Lo-

rient, Jean-Yves Le Drian, qui prône une plus large autonomie fiscale pour la Bretagne, un approfondissement de la décentralisation entraînerait une meilleure gestion des problèmes locaux tout en préservant le système de solidarité entre les régions.

Les aspirations à une décentralisation approfondie sont d'autant plus fortes qu'on assiste à un renouveau de la culture bretonne, qui s'exprime avec fierté, comme l'a montré cette année le succès populaire du festival interceltique de Lorient.

« Le naufrage de l'*Erika* n'a fait que renforcer ces velléités : la marée noire aurait été mieux gérée à l'échelon local car la France est trop tournée vers des préoccupations continentales », affirme Michel Denis, ancien directeur de l'Institut d'études de sciences politiques à Rennes.

Selon Jean-Claude Pierre, porte-parole de Cohérence, une fédération de 70 associations de protection de la nature et d'agriculteurs, les Bretons se sentiraient plus impliqués dans la prise environnementale qui frappe leur région s'ils étaient responsabilisés à l'échelon local.

Pour l'heure, le régionalisme s'exprime davantage à travers la culture que par le biais politique. Mais si les formations autonomistes telles que l'Union démocratique bretonne (gauche) sont minoritaires, elles exercent une pression sur les partis nationaux et ces derniers « prennent désormais en compte les idées d'identité régionale », explique Michel Denis.

À droite comme à gauche, les voix s'élèvent pour demander une réunion de l'ensemble de la classe politique afin d'organiser un débat de fond sur la question.

Monde

Zimbabwe: le pouvoir allonge la liste des fermes saisies

Agence France-Presse
HARARE

Le gouvernement zimbabwéen a annoncé hier la saisie de fermes supplémentaires de Blancs dans le cadre de sa réforme agraire dénoncée par l'opposition, alors que les occupations d'exploitations par les anciens combattants se poursuivent.

Le gouvernement saisira 229 fermes supplémentaires, portant à 3270 le nombre d'exploitations commerciales de Blancs qu'il souhaite exproprier à court terme, a déclaré hier George Charamba, porte-parole de la présidence.

La liste des 229 fermes supplémentaires a été publiée hier en fin d'après-midi dans une édition spéciale du journal officiel. Jusqu'ici, seule une liste de 804 fermes avait été publiée en juin dernier.

Dans le cadre de sa réforme controversée, le gouvernement avait déjà porté, il y a 15 jours, à 3041 le nombre de fermes de Blancs à saisir pour redistribution à des Noirs démunis.

Les redistributions ont déjà commencé dans la plupart des provinces du pays. Selon Charamba, du mois de juin au 11 août 2000, quelque 1800 familles ont été installées sur un total de 800 000 hectares.

Selon le gouvernement, la saisie de quelque 3000 fermes commerciales représente un total de cinq millions d'hectares mais l'opposition et les fermiers blancs évoquent le chiffre de huit millions.

Le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique

(MDC), a dénoncé hier la poursuite de la réforme. « C'est une accélération vers le désastre et le suicide économique », a déclaré le porte-parole du MDC, Lovemore Jongwe.

« Les gens vont être amenés au milieu de la brousse, sans routes d'accès, sans infrastructure sociale, sans aucun service ou moyen de financement », a déclaré Jongwe, qui a parlé de réforme « stalinienne ».

L'opposition, qui prône également une réforme agraire pour réparer les inégalités foncières entre Blancs et Noirs héritées de l'ère coloniale britannique, demande le rétablissement « de la loi et de l'ordre » dans les quelque 1600 fermes de Blancs occupées depuis février, parfois avec violence, par des anciens combattants.

Charamba a affirmé, comme l'avait déjà déclaré le président Mugabe, que les vétérans seraient prochainement déplacés des fermes non saisies. Mais selon le syndicat des fermiers blancs (CFU), les vétérans occupent de nouvelles fermes chaque jour comme celle d'Angwa, envahie jeudi, près de Umboe, dans le nord-ouest, et les incidents se poursuivent sur celles qu'ils occupaient auparavant.

Jerry Grant, directeur adjoint du CFU, a expliqué hier que son organisation avait retiré ses plaintes contre le gouvernement et les vétérans la semaine dernière « pour ne pas fermer les portes » à la discussion. Cette décision avait été critiquée par le MDC et certains membres du CFU. « Les portes sont de toutes façons fermées maintenant », a-t-il ajouté en faisant allusion aux nouvelles saisies.

Le CFU représente les 4500 grands fermiers blancs commerciaux qui possèdent encore 70 % des meilleures terres du pays, 20 ans après l'indépendance, et dont la production représentent quelque 40 % du PIB.

L'armée indonésienne siègera au Parlement jusqu'en 2009

d'après AFP
JAKARTA

L'armée indonésienne, autrefois toute puissante et qui est critiquée pour son action au Timor oriental, à Aceh ou dans le sanglant conflit en cours aux Moluques, a obtenu hier l'autorisation de continuer à siéger au Parlement jusqu'en 2009.

Les organisations de défense des droits de l'Homme ont immédiatement exprimé leur colère et des réformistes ont accusé les chefs politiques actuels d'avoir « trahi » les promesses de 1998, lors de la chute de Suharto, d'écarter à court terme l'armée de la vie politique.

L'Assemblée consultative du peuple, la plus haute instance législative, a adopté par acclamation et à la quasi-unanimité, lors de la dernière journée de sa session annuelle, un décret autorisant les militaires à siéger jusqu'en 2009.

Les militaires disposent de 38 sièges, contre 75 avant 1998, au sein de la Chambre des représentants (500 membres). Ces 38 représentants siègent aussi à l'Assemblée consultative (700 membres), qui élit le président.

Le ministre de la Défense, Juwono Sudarsono, premier civil à occuper ce poste, avait indiqué qu'il aurait préféré voir les militaires abandonner leurs sièges en 2004, comme cela avait été proposé il y a deux ans.

« Franchement, je pense que si nous écartons l'armée et la police, cela créerait une situation d'autodestruction », a estimé le président de l'Assemblée, Amien Rais. « Même si des crimes contre l'humanité ont été commis au Timor oriental et à Aceh, par exemple, les membres de la police et de l'armée ne sont

pas tous comme ça ». Interrogé mardi pour savoir s'il pensait que la décision de l'Assemblée était dictée par la peur des militaires, le ministre de la Défense avait simplement répondu : « Oui ».

L'armée (500 000 hommes) soutient qu'elle doit avoir une représentation politique car les militaires n'ont pas le droit de vote. Elle a affirmé qu'elle n'avait pas fait pression sur les parlementaires.

Le président, Abdurrahman Wahid, est généralement crédité d'avoir réduit l'influence des milieux militaires depuis son élection en octobre dernier.

Depuis la démission forcée de Suharto, les militaires ont vu leur action publiquement débattue, une remise en cause difficile à accepter pour eux après avoir été l'élément clef et intouchable du pouvoir pendant 32 ans.

L'ancien patron de l'armée, le général Wiranto, a été jugé « moralement responsable » par une commission nationale des droits de l'Homme des violence commises l'année dernière au Timor oriental et suspendu du gouvernement par Wahid en février.

Trente-deux officiers et des responsables ont été mis en cause par cette commission. Les milices pro-indonésiennes, soutenues par l'armée, avaient multiplié les exactions et mis à sac le territoire après un vote massif pour l'indépendance, le 30 août. Jakarta a promis de traduire en justice les responsables. L'ONU a menacé de mettre sur pied un tribunal international pour crimes de guerre si cela n'était pas le cas.

Aux Moluques, l'action de l'armée dans un conflit entre chrétiens et musulmans qui a fait plus de 4000 morts en 20 mois est aussi sur la sellette.

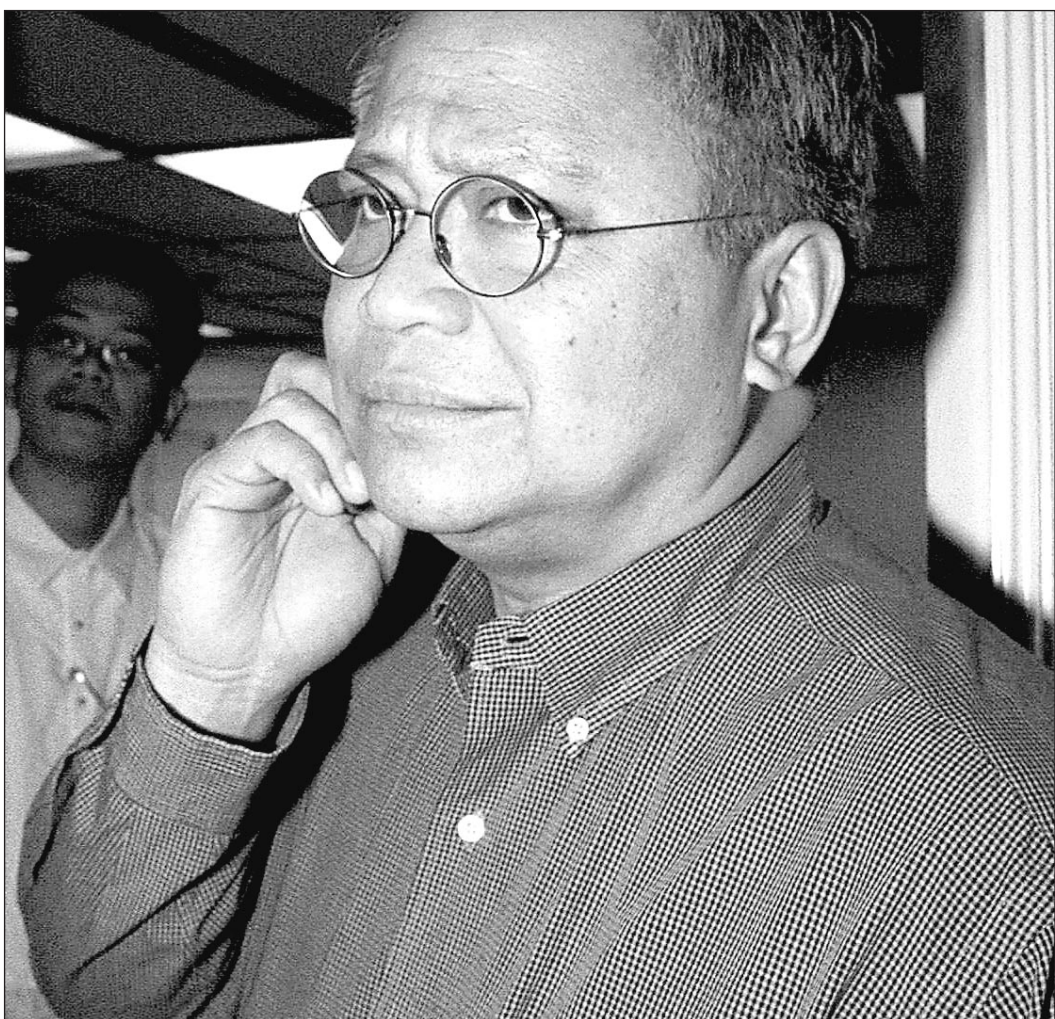


PHOTO AP

À Manille, le principal négociateur philippin, Roberto Aventajado, annonçait hier que les 28 otages encore détenus par le mouvement islamiste Abu Sayyaf, sur l'île de Jolo, seraient libérés aujourd'hui.

Tripoli affirme que les otages aux Philippines seront libérés demain au plus tard

Agence France-Presse
TRIPOLI

La Libye, impliquée dans les tractations pour la libération des otages de Jolo, aux Philippines, a affirmé hier qu'ils seraient relâchés d'ici demain, dans la première déclaration officielle d'un haut responsable à Tripoli sur ces négociations.

« Tous les otages seront libérés dimanche au plus tard », a affirmé un haut responsable du ministère des Affaires étrangères, Hassouna al-Chaouch, lors d'une conférence de presse.

À Manille, le principal négociateur philippin, Roberto Aventajado, annonçait hier que les 28 otages encore détenus par le mouvement islamiste Abu Sayyaf, sur l'île de Jolo, seraient libérés à partir de midi (heure locale) aujourd'hui.

« Les efforts se poursuivent pour résoudre des détails techniques et la question sera réglée très rapidement », a ajouté Chaouch.

Selon lui, « l'État libyen apporte le soutien technique qui lui est demandé » dans la médiation par des représentants de la Fondation Kadhafi de bienfaisance, dirigée par Seif al-Islam, un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

Il a affirmé que toutes les personnes retenues par les séparatistes musulmans s'arrêteraient en Libye sur le chemin de leur retour. « Sans exception, tous les otages (occidentaux) doivent être ici », a-t-il dit. Les otages devraient rencontrer le dirigeant Kadhafi.

Le responsable libyen a par ailleurs affirmé que son pays n'avait « reçu aucune demande d'asile politique ». Il a ainsi démenti les informations de la presse philippine selon lesquelles deux chefs du groupe islamiste Abu Sayyaf, Ghalib Andang, dit « commandant Robot » et Mujib Susukan, auraient demandé à se réfugier en Libye pour éviter les représailles du gouvernement philippin.

« La Libye n'a pas versé un dollar » aux preneurs d'otages, a également affirmé le responsable libyen. La Fondation Kadhafi de bienfaisance aurait promis de verser une rançon de 25 millions de dollars US aux rebelles, mais cette information a été démentie par les négociateurs libyens à Manille, qui ont néanmoins reconnu qu'elle financerait des projets de développement dans l'île de Jolo.

Chaouch a expliqué que des « questions techniques résultant de la crise de confiance entre les rebelles et le gouvernement philippin » avaient retardé la libération des otages, prévue d'abord pour mercredi puis repoussée à deux reprises. Il a aussi assuré que la Libye n'attendait aucune contrepartie pour sa médiation et que son objectif était « purement humanitaire ».

« Les prises d'otages sont inacceptables pour la Libye », a-t-il dit, rappelant que Kadhafi était intervenu pour obtenir la libération, en mai, de Casques bleus retenus au Sierra Leone par des rebelles.

« L'Europe connaît et apprécie le rôle de la Libye et il n'y a pas de contrepartie à l'action libyenne. La Libye a déjà des relations normales avec les Européens », a-t-il poursuivi.

Au total, 16 Philippins et 12 Occidentaux — cinq Français, deux Finlandais, deux Allemands, une Franco-Libanaise et deux Sud-Africains — étaient retenus à Jolo, certains depuis quatre mois.

CE SOIR

10 000 000 \$

ça change pas le monde, sauf que...

Les voyages de Clinton et Gore ont coûté 292 millions

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le gouvernement américain a dépensé 292 millions pour les déplacements du président Bill Clinton, de sa femme Hillary et du vice-président Al Gore au cours des huit dernières années, a rapporté vendredi le *Washington Post*.

Citant un rapport à paraître sur les dépenses de voyage de la Maison Blanche, réalisé par l'administration américaine à la demande de six sénateurs républicains, le quotidien a indiqué que le document ne contenait pas de données sur les dépenses des précédentes administrations, qui avaient effectué un nombre de voyages comparable.

Le sénateur républicain Jeff Sessions a qualifié ce montant d'« exorbitant », tandis qu'un porte-parole de la Maison Blanche a accusé les républicains d'avoir réclamé ce rapport avec des visées strictement partisans.

Selon le rapport, qui doit être publié en septembre, 27 voyages à l'étranger du président Clinton ces trois dernières années ont coûté à eux seuls 247 millions, soit 85 % du total.

Hillary Clinton a fait 20 voyages pour 12 millions (4 % du total) et Al Gore a fait huit voyages pour 12,5 millions (4 %).

Selon le *Post*, Clinton a visité au cours de son premier mandat 49 pays sur une durée totale de 81 jours, ce qui est comparable à son prédécesseur George W. Bush, qui a visité durant son mandat 50 pays sur 86 jours.

Selon les experts, les voyages de M. Clinton pourraient être plus coûteux en raison des dépenses liées à sa sécurité et à la prise en charge de ses conseillers.

Le voyage le plus coûteux du président Clinton a été sa tournée de 11 jours en Inde, au Bangladesh, au Pakistan, au sultanat d'Oman et en Suisse en mars, qui a coûté un total de 46,5 millions.



Une photo prise en vol d'Air Force One, l'avion utilisé par les présidents américains.

PHOTO AFP